

LISTE DES ACRONYMES

BM	Banque Mondiale
CSB	Centre de Santé de Base
DCPE	Document Cadre de Politique Economique
DGE	Direction Générale de l'Economie
DSM	Direction de la Statistique de Madagascar
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
DTC3	Diphtérie Tétanos Coqueluche
EDS	Enquête Démographique et de Santé
EPM	Enquête Permanente auprès des Ménages
EPP	Equipe Permanente de Pilotage
FGT	Foster Gréer Thorbecke
FMI	Fonds Monétaire International
IDH	Indicateur de Développement Humain
INSTAT	Institut National de la Statistique
IPH	Indicateur de la Pauvreté Humaine
IPPTE	Initiatives pour les Pays Pauvres Très Endettés
JIRAMA	Jiro sy Rano Malagasy
MAP	Madagascar Action Plan
MEFB	Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget
MENRES	Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique
MINSAN-PF	Ministère de la Santé et du Planning Familial
MTTP	Ministère des Transports et des Travaux Publics
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PAS	Programme d'Ajustement Structurel
PEV	Programme Elargi de Vaccination
PIB	Produit Intérieur Brut
PNARS	Plan National d'Action pour le Redressement Social
PNLCP	Programme National de Lutte contre la Pauvreté
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PREDES	Plan de Relance du Développement Economique et Social
RNDH	Rapport National sur le Développement Humain
SIDA	Syndrome Immuno Déficient Acquis
SNLCP	Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : EVOLUTION DES AGREGATS MACRO-ECONOMIQUES.....	35
TABLEAU 2 : EVOLUTION DES INDICATEURS SOCIO-ECONOMIQUES	36
TABLEAU 3 : EVOLUTION DU RATIO DE LA PAUVRETE A MADAGASCAR, PAR MILIEU DE RESIDENCE ET SUIVANT LA REPARTITION SPATIALE	42

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE 1 : EVOLUTION DE L'INCIDENCE DE LA PAUVRETE.....	51
GRAPHIQUE 2 : EVOLUTION DES INDICATEURS LIES A L'EDUCATION	55
GRAPHIQUE 3 : EVOLUTION DE L'IDH ET SES COMPOSANTES	59

SOMMAIRES

INTRODUCTION	6
PARTIE 1 : ETUDE THEORIQUE SUR LES LIENS ENTRE LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETE	9
Chapitre 1 : La croissance économique à travers les différents courants de pensées.....	9
Chapitre 2 : Les facteurs endogènes à la croissance économique	17
Chapitre 3 : Les autres facteurs explicatifs de la croissance économique	22
PARTIE 2 : ETUDE SUR L'EFFICACITE DU DSRP A MADAGASCAR.....	32
Chapitre 1 : Généralité sur le DSRP	32
Chapitre 2 : Analyse de la pauvreté avant la mise en œuvre de la DSRP	42
Chapitre 3 : L'évolution des indicateurs pendant la mise en œuvre du DSRP	50
CONCLUSION	60

INTRODUCTION

L'information diffusée en 1999 par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)¹ a fait état d'une plus flagrante pauvreté de Madagascar qui est classée parmi les pays les plus pauvres du monde. Plus de la moitié de la population à Madagascar souffre de malnutrition, selon le PNUD. De l'autre côté, l'Institut National de la Statistique (INSTAT)² a révélé que près de 71,3% de la population malgache vivent en dessous du seuil de pauvreté contre près de 40% en 1960, alors que Madagascar a obtenu son indépendance depuis cinq décennies déjà. La réduction de la pauvreté est devenue un objectif prioritaire de l'ensemble des politiques publiques des pays en développement. En effet, la question de la lutte contre la pauvreté reste d'actualité pour Madagascar. À cet égard, la mise en place d'un programme de lutte contre la pauvreté aussi efficace constitue à la fois une préoccupation majeure et un défi, autant pour les gouvernements que pour leurs partenaires au développement.

Les premiers programmes de lutte contre la pauvreté ont été mis en œuvre vers la fin des années 80 en vue d'atténuer les effets pervers de l'ajustement structurel sur le plan macro-économique et social.

Malgré l'évolution sur le long terme vers l'urbanisation à Madagascar, la pauvreté demeure essentiellement un problème rural, et la majorité des pauvres de la population malgache sera encore pour de nombreuses décennies, des habitants des zones rurales. En 1999, le ratio de la pauvreté en milieu rural a été de 76,7% alors que la population rurale représente plus de 3/4 de la totalité de la population³.

Compte tenu de ce contexte, le gouvernement malgache, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers⁴, a élaboré en 2000 le DSRP Intérimaire, et ce, pour combler les défaillances constatées des ajustements structurels sur les agrégats macro-économiques d'une part, et dans le cadre des programmes de dimensions sociales de l'ajustement d'autre part. Des mesures ciblées à l'égard des pauvres ont été ainsi

¹ 147^{ième} sur 174 pays selon le Rapport mondial sur le développement humain du PNUD en 1999.

² INSTAT, Enquête Prioritaire auprès des ménages, 1999.

³ INSTAT, Enquête Prioritaire auprès des ménages, 1999.

⁴ La Banque Mondiale et le FMI.

entreprises à travers les filets de sécurité, des fonds sociaux et des programmes spécifiques.

C'est à travers ce DSRP-I que Madagascar a pu bénéficier pour la première fois en 2001 des aides⁵ concessionnelles par l'initiative IPPTE afin d'alléger les services de la dette et financer des programmes qui soutiennent la stratégie. Ce document tient compte des nouvelles orientations du gouvernement tout en capitalisant les différents acquis des documents et politiques antérieurs⁶ et en cours. Le DSRP final a été achevé en 2003 et il a comporté trois axes stratégiques et 15 programmes. Sa mise à jour en 2005 a permis d'introduire la vision Madagascar naturellement.

Mais est-ce que la mise en œuvre du DSRP, en tant que document de réformes économique, sociale et institutionnelle, à travers la mise en place d'un environnement économique favorable à l'investissement et l'appui des secteurs prioritaires⁷ a-t-elle permis d'atteindre un certain niveau de croissance permettant de réaliser un développement rapide et durable ?

La présente étude tente d'examiner l'influence du DSRP sur la vie économique à Madagascar ainsi que sur les conditions de vie des ménages malgaches.

Le fil directeur de cette recherche est l'analyse des contextes économique et social qui justifient la mise en œuvre du DSRP, puis l'analyse du profil de la pauvreté avant sa mise en œuvre afin d'aboutir à l'étude sur l'efficacité du DSRP par l'analyse de l'évolution des indicateurs de suivi fixé dans chaque objectif global et programme.

En ce qui concerne la structure du mémoire, l'étude sur l'efficacité du DSRP sera faite en deux grandes parties. Dans un premier temps, une étude théorique des liens existants entre la croissance économique et la lutte contre la pauvreté sera présentée. C'est à travers la détermination des facteurs qui soutiennent la croissance dans les courants de pensées économiques (Chap. 1) et les études des théoriciens de la croissance endogène (Chap. 2) ainsi que les autres facteurs pouvant être appelés facteurs externes à la croissance économique (Chap. 3) que nous essayons de découvrir ces liens. La

⁵ Une réduction de 50% du service de la dette et qui représente des ressources disponibles de l'ordre de 50 millions de dollars par an.

⁶ Programmes d'Ajustement Structurel, Document Cadre de Politique Economique.

⁷ L'éducation, la santé, l'eau potable et les pistes rurales.

seconde partie fera une étude proprement dite sur l'efficacité du DSRP, en présentant d'abord le DSRP : son élaboration, sa base et ses axes stratégiques (Chap. 1), suivie d'une analyse de la pauvreté avant la mise en œuvre de la DSRP (Chap. 2). Le dernier chapitre (Chap. 3) s'intéressera à l'évolution des indicateurs pendant la mise en œuvre du DSRP. Une brève conclusion contenant une appréciation générale du DSRP terminera notre travail.

PARTIE 1 : ETUDE THEORIQUE SUR LES LIENS ENTRE LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

La croissance économique est une condition essentielle au développement. Le but principal de toute lutte contre la pauvreté est le développement d'un pays. Donc pour atteindre cet objectif, il est nécessaire d'atteindre un certain niveau de croissance économique.

Cette partie sera divisée en trois chapitres. Le premier va présenter les facteurs de la croissance économique selon les différents courants de pensées. Le deuxième exposera les facteurs de croissance endogène. Le dernier chapitre dévoilera les facteurs externes pouvant susciter la croissance économique.

Chapitre 1 : La croissance économique à travers les différents courants de pensées

Dans ce premier chapitre, la découverte des démarches libérales et keynésiennes aboutissant à la croissance économique étant le but de notre analyse.

I. Le courant libéral

A. Les classiques

Adam Smith est le père fondateur du courant classique. En 1776, il a publié son ouvrage intitulé « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations » dans lequel il a développé son idéologie sur les facteurs⁸ qui peuvent enrichir un Etat⁹.

Le travail de Smith est succédé par d'autres auteurs libéraux comme Malthus T. R., Say J. B., Ricardo D. ainsi que de Mill J. S. qui partagent les même idées que Smith

⁸ Le capital et le travail.

⁹ SMITH A. (1776), Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations (Livre I et II).

notamment le libéralisme économique comme le principal fondement des pensées classiques et pouvant susciter la croissance économique.

Les postulats classiques reposent essentiellement sur la propriété privée des moyens de production, la libre entreprise et la libre concurrence.

Pour les classiques, le marché joue un rôle autorégulateur de l'économie, et ce, par l'existence d'un ordre économique naturel du fait de la « main invisible »¹⁰. Ainsi, les individus sont considérés comme un être rationnel qui cherche à maximiser son propre gain. Cet individualisme des agents, par la recherche d'un intérêt individuel, va mener à l'intérêt général puisque la main invisible du marché assure une interaction entre ces agents par la fixation d'un prix d'équilibre. Par conséquent, les producteurs peuvent vendre leurs produits et les consommateurs satisfaire leurs besoins.

C'est dans cette optique que les classiques considèrent que le libéralisme économique est une source de croissance économique.

1. La propriété privée des moyens de production garantit la liberté des individus

Pour les classiques, la propriété privée des moyens de production procure à chaque individu, qui agit seul, la liberté et le pouvoir d'utiliser à sa volonté ses propres moyens¹¹. Il n'est pas soumis à des contraintes venant des autres entités concernant le mode d'utilisation de ses ressources. Ainsi, par la quête de l'intérêt individuel d'une part, et par la possession des moyens de production d'autre part, cet individu est incité à produire davantage pour maximiser son propre gain. Cette augmentation individuelle de la production va donner ensuite lieu à un accroissement global de la production dans un pays puisque le marché assure la socialisation de ces intérêts privés à un intérêt général. C'est à ce stade que la propriété privée des moyens de production génère la croissance économique.

¹⁰ Ordre qui conduit spontanément à l'harmonie sociale, à la rationalité économique et à une création de richesse. SMITH A. (1776), Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations (Livre IV, Chapitre II).

¹¹ SMITH A. (1776), Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations (Livre Premier, Chapitre VIII).

2. La libre entreprise et la libre concurrence suscitent la croissance économique

Comme on l'a déjà mentionné ci-dessus, les classiques donnent un rôle prépondérant au marché. La liberté des agents leur donne une opportunité d'augmenter leur productivité.

D'une part, la liberté d'entreprendre stipule qu'un individu est libre de faire un contrat avec un autre individu qu'il voulait se coopérer sans aucune intervention d'autrui. Il est aussi libre de choisir son statut et de définir lui-même les termes de son propre contrat. En effet, par cette volonté de se contracter, cet individu est considéré comme un être rationnel puisqu'il est le seul capable de décider ce qui est bon pour lui¹². Ainsi, un individu est libre de ne pas contracter s'il connaît que ce contrat n'est pas n'apporte aucune opportunité pour lui. C'est cette rationalité émanant de la liberté d'entreprendre des agents qu'ils peuvent maximiser leurs productivités individuelles, il en découle d'une augmentation du niveau de productivité de l'ensemble de la collectivité par l'existence du marché, considéré comme un mécanisme autorégulateur des activités économiques des individus.

D'autre part, la libre concurrence prônée par les classiques va à l'encontre d'une limitation à la liberté d'entreprendre par l'absence de restrictions à l'exercice des activités économiques et le libre accès des entreprises au marché¹³. En effet, le libre jeu de la concurrence sur le marché garantit une meilleure satisfaction de tous les agents exerçant une activité économique dans un marché où règne une concurrence pure et parfaite¹⁴. Elle défavorise donc la formation d'un monopole d'Etat qui est considéré comme une source de déstabilisation de l'économie de marché. Par cette libre concurrence, les entreprises existantes vont chercher tous les moyens de maximiser leurs bénéfices. C'est à ce moment qu'elles augmentent leurs niveaux d'investissements pour accumuler plus de capital. Il en résultera une augmentation de leurs productions aboutissant à une croissance économique.

¹² SMITH A. (1776), Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations (Livre Premier, Chapitre X).

¹³ SMITH A. (1776), Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations (Livre Premier, Chapitre VII).

¹⁴ RICARDO D. (1817), Principes de l'économie politique et de l'impôt (Chapitre IV et V).

On en déduit des hypothèses classiques que la liberté économique des individus provenant de la propriété privée des moyens de production, la libre entreprise et la libre concurrence est une source de croissance économique.

B. Les néoclassiques

Les néoclassiques font aussi parti du courant libéral défendant la liberté économiques tout en soutenant le modèle micro-économique à leurs raisonnements.

La pensée néoclassique est apparue dans la seconde moitié du 19^e siècle sous l'impulsion des travaux de Walras L., Pareto V. et Marshall A.¹⁵

1. La corrélation entre le calcul à la marge et la croissance économique

Tout comme les classiques, les néoclassiques considèrent les agents économiques (composés des consommateurs et des producteurs) comme un être rationnel dont leurs préoccupations sont d'avoir un maximum de satisfaction en un minimum de cout¹⁶.

Ces agents cherchent à maximiser leur fonction d'utilité (pour les consommateurs) et leur fonction de production (pour les producteurs) en faisant un calcul et un choix rationnel compte tenu de leurs contraintes.

Pour les néoclassiques, l'utilité marginale d'un bien diminue avec la quantité consommée de ce bien. Les consommateurs cherchent donc à maximiser leurs satisfactions en tenant compte de leur revenu. Ils sont obligés à faire une combinaison rationnelle des biens pouvant entrer dans leur panier de consommation pour satisfaire le mieux que possible leur besoin. Ils feront alors un calcul à partir de leur fonction d'utilité. C'est cette calcul qui déterminera le revenu disponible des consommateurs or ce revenu permet d'augmenter leur consommation d'une part et traduit le niveau de croissance par le PIB d'autre part.

Du côté des producteurs, ils cherchent à maximiser leurs profits compte tenu des couts de production. Ainsi, pour minimiser les couts, ils essayent d'avoir une meilleure

¹⁵ Dont leurs œuvres principaux sont, respectivement, *Éléments d'Economie Politique* (1874), *Cours d'économie politique* (1896) et *Principes d'économie politique* (1890).

¹⁶ B. Guerrien et C. Pignol, *Sciences Humaines*, Hors-série n° 22, septembre 1998.

combinaison des facteurs de production (le capital et le travail) qui sont rémunérés en fonction de leur productivité marginale. Un cout de production bas permet aux producteurs de réaliser plus de bénéfice dont une partie va affecter à l'investissement futur. Or un accroissement de l'investissement génère la croissance économique.

2. L'équilibre du marché dans la pensée néoclassique

L'idée en faveur d'une économie de marché est un autre point qui justifie le prolongement de la théorie néoclassique à celle du classique.

Le marché est un lieu de rencontre entre l'offre et la demande et où se fixe un prix d'équilibre. Les agents économiques, qu'ils soient offreurs ou demandeurs influencent le prix sur le marché par la quantité de l'offre ou de la demande qu'ils réalisent. C'est à ce stade que le marché entre en jeu pour mettre en place un système de prix en vue d'égaliser l'offre à la demande.

Pour les néoclassiques, le marché fonctionne dans une concurrence pure et parfaite dont la transparence de ce dernier, l'atomicité des agents économiques, l'homogénéité du produit ainsi que la libre entrée des concurrents potentiels sur le marché sont les conditions qu'ils considèrent garantir l'utilisation optimale des ressources¹⁷. A ce moment-là, le marché se trouve dans un équilibre concurrentiel ou optimum parétien où il est impossible d'améliorer la satisfaction d'un agent sans détériorer celle d'un autre agent.

C'est dans cette logique de raisonnement que les néoclassiques mettent en relief le rôle prépondérant que joue le marché en équilibrant le système économique et en suscitant la croissance.

Finalement, dans le courant libéral, le rôle autorégulateur du marché ne donne place à l'Etat que de contribuer de façon minimal à la bonne marche de la société, à savoir la défense, l'éducation et la santé. Il peut être également le garant de la propriété privé des moyens de production et le responsable du respect des conditions de la concurrence entre les entreprises.

¹⁷ B. Guerrien et C. Pignol, Sciences Humaines, Hors-série n° 22, septembre 1998.

II. Le courant keynésien

Keynes J. M. est un partisan de « l'interventionnisme ». Pour lui, l'Etat joue un rôle prépondérant dans les activités économiques. L'économie keynésienne est une économie libérale avec intervention de l'Etat.

En 1936, dans un contexte de la dépression économique de 1929, il a publié son ouvrage intitulé « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie » dans lequel il stipule qu'il n'existe pas de mécanisme autorégulateur¹⁸. Seule l'intervention de l'Etat, par une politique économique bien fondée peut susciter une demande supplémentaire émanant des individus. Keynes agit donc du côté de la demande dans sa logique de raisonnement.

A. Le rôle de l'investissement dans la croissance économique selon Keynes

Pour Keynes, le niveau de l'emploi est déterminé par la demande globale. Cette dernière est une fonction de la consommation et de l'investissement.¹⁹

La consommation globale dépend principalement du revenu global. Ainsi, lorsque le niveau de l'emploi est faible et que l'investissement net des entreprises est insuffisant pour générer le plein-emploi, les individus baisseront leurs consommations et cela affecte le niveau de la consommation globale. L'Etat, pour résoudre le problème de sous-emploi, doit intervenir pour soutenir et réguler l'activité économique. Il intervient d'un côté pour stimuler la demande en agissant sur ses composantes : demande de biens de consommation et de biens d'équipement. Pour ce faire, il peut se servir des outils comme les politiques budgétaires et les politiques monétaires. L'augmentation des investissements publics va augmenter le niveau de l'emploi. D'un autre côté, l'Etat intervient pour rééquilibrer la fonction de la demande globale qui est la somme de la consommation, de l'investissement et de la dépense gouvernementale.

¹⁸ L'existence du chômage involontaire est la preuve d'une défaillance au niveau du marché de travail. En effet, le mécanisme des prix sur le marché du travail n'aboutit pas au plein emploi. Keynes J. M. (1936), *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (Livre I, Chapitre II, Section II).

¹⁹ *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (Livre I, Chapitre III).

Keynes, dans son analyse de l'investissement, a introduit le multiplicateur d'investissement²⁰. Ce multiplicateur dépend de la propension marginale à consommer. En effet, plus la propension marginale à consommer est grande, plus élevé est le multiplicateur. Par conséquent, lorsqu'il y a un accroissement de l'investissement global, les revenus augmenteront aussi d'un montant proportionnel à l'accroissement de l'investissement. Les nouveaux revenus vont causer une autre augmentation de la demande globale. Les circuits successifs s'ajouteront et il en résulte qu'un petit changement de la demande globale cause un changement multiple dans la production réelle. Plus importante sera alors la variation de l'emploi qui correspond à une variation donnée de l'investissement.

Dans cette optique, la théorie générale de Keynes, à travers son analyse du rôle de l'investissement peut susciter la croissance économique car d'une part, le revenu découlant d'un emploi permet à un individu d'augmenter davantage sa consommation et son épargne. Cette épargne va générer à son tour la croissance économique. Et d'autre part, la production croît avec le niveau de l'emploi, or cette augmentation de la production est signe de croissance.

B. Le rôle joué par le taux d'intérêt et la monnaie selon la logique keynésienne

Le taux d'intérêt est le prix qui se fixe dans un marché de monnaie. Dans la théorie keynésienne, il aide les entrepreneurs dans la prise de décision sur l'investissement puisqu'il fixe un seuil que l'efficacité marginale d'un type de capital est obligée d'atteindre pour que ce capital puisse faire l'objet d'une production nouvelle.²¹

Pour résoudre le problème de chômage qui est du à l'insuffisance de la demande, l'Etat doit intervenir en agissant soit sur la consommation, soit sur les investissements en manipulant le taux d'intérêt.

Du côté de la consommation, la réduction du taux d'imposition peut être la meilleure façon d'augmenter le revenu disponible des ménages et qui améliorera par la suite leur consommation. Du côté de l'investissement, l'Etat peut réduire le taux d'intérêt

²⁰ Il établit un rapport entre le flux d'investissement et les volumes globaux de l'emploi et du revenu. Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie (Livre III, Chapitre X).

²¹ Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie (Livre IV, Chapitre XVII).

pour stimuler l'investissement des entrepreneurs et diminuer le cout de l'emprunt des ménages pour les inciter à emprunter plus de monnaie.

L'offre de monnaie gouverne le taux d'intérêt et détermine par la suite le niveau de revenu, de la production, et de l'emploi par la variation du volume d'investissement. Une autre solution, en dehors de la manipulation du taux d'intérêt réside donc dans l'accroissement de la quantité de monnaie puisque le chômage involontaire se développe dans la mesure où le revenu des individus ne leurs permettent pas de satisfaire leur désir.

Pour financer le déficit public découlant de la relance l'activité économique, l'Etat peut recourir à deux modes de financement, à savoir le financement par la banque centrale et le financement par l'émission de titres²².

Le financement par la banque centrale se manifeste par la création monétaire. L'Etat augmente la masse monétaire en circulation comme on vient de le dire ci-dessus pour augmenter les avoirs des ménages en monnaie. Le déficit de l'Etat se traduit alors par un endettement indirect envers tous les ménages qui détiennent de la monnaie c'est-à-dire une augmentation de leurs créances sur le système bancaire.

L'État peut recourir également au crédit intérieur pour résorber son déficit. L'émission de titres concerne l'emprunt réalisé par l'État sur le territoire économique. En effet, il s'endette auprès des ménages ayant acheté des titres. L'offre de titres étant limitée, leur cours va croître et donc leur rendement diminuer. La hausse du cours des titres incite les entreprises à en émettre de nouveaux, c'est-à-dire à investir.

Outre l'impact direct du déficit budgétaire financé par création monétaire sur la demande, il stimule également l'investissement des entreprises et donc la croissance.

²² Keynes J. M. (1936), Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie (Livre IV, Chapitre XV, Section II).

Chapitre 2 : Les facteurs endogènes à la croissance économique

Le premier modèle de croissance endogène est apparu au cours de l'année 1986 suite au travail de Romer²³, et suivi des travaux de Lucas²⁴ et Barro²⁵ dans les années 1988 et 1989. Ces théoriciens de la croissance endogène soulignent l'existence de rendements d'échelle croissants des facteurs de production dans un marché de concurrence imparfaite.

Le modèle de croissance endogène repose essentiellement sur l'accumulation de capital, la recherche et développement, l'accumulation du capital humain et l'investissement public dans les infrastructures.

I. L'accumulation de capital due à la connaissance

Le premier modèle de croissance endogène de Romer repose sur l'accumulation de connaissances²⁶. Pour lui, chaque firme existante bénéficie du stock de connaissances dans l'économie pour augmenter sa propre production. En effet, l'externalité positive²⁷ de l'accumulation de connaissances par une firme est reçue par d'autres firmes grâce à la circulation de l'information et implique que les meilleures décisions d'investissement seront prises par ces firmes. Elles sont donc prêtes à investir, notamment dans des biens d'équipements productifs incorporant les dernières connaissances techniques découvertes. Il y aura donc une amélioration la technologie de production, et ce n'est que la résultante de l'accumulation du capital physique poussée par la connaissance.

Puisque le rendement marginal du capital est toujours croissant, une augmentation de l'investissement individuelle de chaque firme donne lieu à un accroissement continu de son niveau de productivité individuelle, ce qui génère la croissance économique.

²³ Modèle de ROMER P. : accumulation des connaissances et de capital technologique, investissement en recherche-développement.

²⁴ Modèle de LUCAS R.: accumulation de capital humain.

²⁵ Modèle de BARRO R. : infrastructures publiques.

²⁶ En produisant, une firme accumule des connaissances qui lui permettront d'être plus performante. Des autres firmes vont se servir de ces connaissances par l'effet d'imitation.

²⁷ L'accumulation de connaissances que profite initialement une firme se répartit à l'ensemble de l'économie et à la société.

Romer a donc mis en valeur l'accumulation de connaissances sur la croissance économique du fait qu'elle a profité à tous les firmes des externalités positives leur permettant d'accumuler plus de capital physique qui sera caractérisé par la suite par des rendements d'échelle croissants du fait de la découverte technologique.

II. La recherche et développement

Le second modèle de croissance endogène de Romer en 1990 met en relief la contribution directe de la recherche et développement à la croissance économique²⁸. Cet autre modèle de croissance endogène de Romer est complémentaire au premier modèle mais en attribuant une place importante aux activités de recherche et de développement à la place de l'investissement en capital physique. Les dépenses de recherche et développement donne lieu à l'innovation permettant l'introduction de biens d'équipements nouveaux plus productifs que les anciens. Ce qui diminuera le cout de production d'un produit et augmentera son volume de production.

Dans l'activité de recherche et développement, il y aura également une diversification de biens intermédiaires due à la découverte de nouveau procédé de production.

Pour Romer, le secteur recherche et développement est caractérisé par des rendements croissants car son niveau de productivité s'accroît dans la mesure où l'on affecte plus de ressources à la recherche. Par conséquent, une augmentation des inputs ou des biens intermédiaires par une firme va entrainer un accroissement plus important de sa production par rapport à ses inputs utilisés. Ce qui représente une croissance économique plus rapide.

En outre, la propriété non-rivale de la connaissance stipule que sa consommation n'implique pas épuisement et le droit de propriété procure aux inventeurs des bénéfices considérables grâce à leurs innovations résultant de recherches de nouvelles idées. De ce fait, une nouvelle découverte suscite une nouvelle production plus rentable. Ce qui

²⁸ Les efforts de recherche et développement génèrent la croissance et les fruits de cette dernière soutiennent par la suite les efforts de recherche et développement. Il y a donc une implication réciproque entre l'activité de recherche et développement et la croissance.

permet au producteur de réaliser un surprofit car l'exclusivité de son nouveau produit ne permet à autrui de produire un tel produit similaire. Le brevet reste à l'innovateur.

III. L'accumulation de capital humain

Le modèle de croissance endogène qui repose sur l'accumulation du capital humain est mis en valeur par Lucas en 1988²⁹. Le capital humain est un stock de capital incorporé dans chaque individu (capacités intellectuelles et professionnelles) et dont sa valeur peut être évaluée économiquement. L'accumulation du capital humain est une fonction croissante du temps consacré à la formation ou à l'éducation dans le but d'acquérir de nouvelles connaissances. C'est le coût de la formation puisqu'un individu renonce à la production de biens de consommation et donc au revenu associé à cette activité en se formant. En revanche, la connaissance acquise lui permet d'améliorer sa productivité individuelle ses revenus monétaires futurs.

Pour Lucas, l'investissement en capital humain à travers l'éducation ou la formation joue le rôle de facteur moteur de la croissance entraînant un accroissement du niveau de qualification de la population active. Ce qui agit directement sur la productivité de la main-d'œuvre. Ainsi, l'accroissement de la production par habitant qui a suivi une formation contribue à améliorer la productivité de l'économie nationale du fait de l'externalité positive de l'augmentation du stock de capital humain présent dans un pays. Le capital humain peut être s'accumuler aussi par un apprentissage continu par répétition.

Plusieurs facteurs entrent dans la détermination du capital humain d'un individu, entre autre le niveau de qualification, la compétence, l'état de santé, la force physique, le loisir, etc.

IV. L'investissement public dans les infrastructures

Pour soutenir les efforts des secteurs privés en ce qui concerne l'endogénéisation de la croissance, ces derniers ont besoin des infrastructures qu'ils ne sont pas en mesure de

²⁹ L'accumulation de capital entraîne des externalités positives car, non seulement le niveau d'éducation d'un individu a de l'impact sur sa productivité individuelle et la productivité des autres facteurs de production mais aussi sur le bien-être de toute la collectivité par l'accumulation du stock de capital humain dans une société.

créer. En effet, l'appui de l'Etat est indispensable pour supporter les externalités positives des investissements privés.

Barro, en 1989, a soutenu l'idée que les infrastructures publiques ont des effets positifs sur la production du secteur privé³⁰. D'abord, la création des infrastructures publiques telles que la route, les écoles, les hôpitaux, ainsi que les réseaux de communications sont les contributions de l'Etat pour endogénéiser la croissance économique puisque les secteurs privés ne sont pas en mesure de financer un investissement considérable en matière de construction et entretien de grandes infrastructures. Par ailleurs, ces secteurs récompensent les dépenses publiques en payant des impôts à l'Etat. Ces infrastructures fournies par l'Etat peuvent être considérées comme des biens publics purs réunissant les propriétés de non-rivalité et de non-exclusivité. Ainsi, ces infrastructures vont contribuer à l'efficacité des secteurs privés en diminuant les coûts de transactions. Ce qui les rendent plus productifs et évite l'annulation de la productivité marginale de leur capital quand le revenu augmente. L'accumulation du capital privé issue des dépenses publiques va accroître sa productivité et générer la croissance. Barro a conclu donc que l'activité d'investissement du secteur public a une externalité sur le secteur privé.

Ensuite, la mission que l'Etat doit accomplir pour rendre endogène la croissance est la formation ou l'entretien du capital humain. Le coût de l'investissement en matière d'accumulation de connaissance et de recherche et développement est très élevé que les secteurs privés ne sont pas en mesure de financer. La mise en place d'une institution favorable à l'accumulation de capital humain par la création d'un environnement économique favorable à l'accumulation de connaissance comme l'instauration d'un système d'éducation efficace est donc un devoir resté à la portée de l'Etat.

Enfin, bonne institution capable de garantir les droits de propriété pour protéger l'investissement privé permet aux secteurs privés de fonder leur confiance à l'Etat. Ainsi, un cadre juridique réglementaire et un environnement légal assurant le respect de droit de propriété intellectuelle favorise l'activité de recherche de nouvelles idées de la part des secteurs privés puisque les fruits de leurs recherches permettent à ces derniers de gagner plus de profits permettant d'accroître leurs investissements futurs. C'est pour cette raison

³⁰ L'existence des infrastructures diminuent les coûts de production des biens et services par les secteurs privés, les incitant à produire davantage.

que l'intervention de l'Etat est nécessaire pour stimuler la croissance en œuvrant dans la mise en place d'une bonne institution.

Ce chapitre nous a renseigné les facteurs endogènes à la croissance économique. Une croissance économique est née à l'intérieur même d'un pays si ce dernier accumule de capital physique en appuyant les activités d'accumulation de connaissance, de recherche et développement et d'accumulation de capital humain. Pourtant, ces activités ne sont pas développer toutes seules sans les supports fournies par le secteur public, notamment les infrastructures et une bonne institution.

Chapitre 3 : Les autres facteurs explicatifs de la croissance économique

Dans la littérature, SMITH dans « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations » et RICARDO dans « Des principes de l'économie politique et de l'impôt » stipulent que l'échange international caractérisé par la division internationale de travail et la spécialisation peut augmenter la productivité d'un pays et par conséquent une source de croissance économique. Par ailleurs, l'enjeu de la mondialisation sur la croissance est aussi considérable. Notons qu'elle se manifeste par l'expansion du marché, le libre-échange et la privatisation

I. Le commerce international

Les théories classiques du commerce international ont été élaborées par Adam SMITH et David RICARDO. Smith est l'auteur de la théorie des avantages absolus tandis que Ricardo est celui de la théorie des avantages comparatifs.

A. La théorie des avantages absolus et la division internationale de travail chez SMITH³¹

Adam Smith, dans sa théorie des avantages absolus, généralise son raisonnement sur les effets positifs de la division du travail.

En effet, Smith a pris l'exemple d'une manufacture d'épingle pour expliquer les effets de la division de travail sur la productivité. Pour l'illustration de son raisonnement, Smith prend un ouvrier qui travaille seul pour la production des épingles. Si dans une journée, cet ouvrier ne produit que vingt épingles, il serait beaucoup plus d'avantages si l'accomplissement des tâches pour la production des épingles est divisé en plusieurs branches d'activités dont chacun des ouvriers ont des responsabilités qui lui sont propres.

Avec la division de travail, le processus de production d'un épingle est divisé en plusieurs opérations : un ouvrier tire le fil à la bobine, un autre le dresse, un troisième coupe la dressée, un quatrième empoigne, un cinquième est employé à émouder le bout

³¹ Adam Smith (1776), Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations (Livre premier, Chapitre I).

qui doit recevoir la tête³² et ainsi de suite jusqu'à l'obtention d'un produit fini. Ainsi, un ouvrier peut produire quatre mille huit cents épingles soit deux cent quarante fois plus que sa productivité individuelle. Il y a donc un accroissement de la puissance productive du travail du fait de la séparation de diverses opérations.

Pour un pays, la division de travail augmente son degré de perfectionnement en matière de production d'un bien manufacturé car le travail nécessaire pour produire complètement un objet manufacturé est aussi divisé entre un grand nombre de travailleurs.

Pour Smith, la division de travail a trois principaux atouts: un accroissement d'habileté de chaque ouvrier, un gain de temps et une invention qui facilite et abrège le temps de travail.

D'abord, l'habileté d'un ouvrier augmente sa productivité car sa tâche est devenue plus simple du fait que son occupation habituelle est réduite à une seule opération spécifique à lui. En effet, chaque individu acquiert plus d'expériences et d'aptitudes dans la branche particulière qu'il a adoptée. Par conséquent, le travail accompli par individu augmente et ses connaissances en sont considérablement développées. Une habitude qui augmente le savoir-faire d'un ouvrier est le premier résultat de la division de travail chez Smith.

Ensuite, il avançait l'idée que cette division de travail permet de réduire la perte de temps pour l'accomplissement des tâches jusqu'au bout de la production. Les travailleurs ont leurs propres opérations et leurs endroits de travail, le gain de temps dans le processus de production est tangible car il n'y a pas de temps perdu pour le déplacement d'un ouvrier vers d'autres endroits de travail pour l'utilisation d'autres outils qui entrent dans le processus suivant puisque chaque travailleur a ses outils fixes et qui lui sont convenables. Si un ouvrier accomplisse seul le processus de production d'un bien sans la division de travail, il perd de temps crucial quand il commence à se mettre à une nouvelle étape de production pour l'utilisation d'un nouvel outil de travail. Cette perte de temps entraîne une diminution de la quantité produite.

Enfin, la division de travail donne naissance à une invention de machines permettant de faciliter, de perfectionner, ainsi que d'abrégé le temps de travail. La quête

³² Adam Smith (1776), Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations (Livre premier, Chapitre I).

de l'efficacité oblige les hommes à découvrir des moyens plus simples et innovants pour atteindre l'objectif d'augmentation de leur productivité. Un ouvrier cherche donc la méthode la plus courte et la plus facile pour remplir sa tâche particulière qui fait sa seule occupation. Ainsi, il essaye d'inventer des machines qui vont être destinées à s'en servir personnellement pour faciliter et abréger sa tâche.

Concernant les échanges internationaux, la théorie des avantages absolus initiée par Smith stipule que chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production pour laquelle les coûts de production sont les plus faibles. En d'autres termes, la décision de fabrication d'un produit par un pays dépend de sa productivité. Si elle est plus élevée que celle de ses concurrents, ce pays devra se spécialiser dans la production du produit. En effet, le pays producteur bénéficierait d'un coût de production plus faible et donc d'une productivité plus élevée par rapport à ses concurrents.

La théorie des avantages absolus exclut pourtant l'échange réciproque entre pays ayant des niveaux très différents de développement. Par conséquent, le plus développé des pays est susceptible de bénéficier de la productivité la plus élevée dans tous les secteurs.

B. La théorie des avantages comparatifs et la spécialisation chez RICARDO

Dans le modèle de Ricardo, les avantages comparatifs proviennent de différences de productivité dans les technologies de production. Pour lui, ce n'est pas l'étendu du débouché qui détermine le taux de profit tiré d'une activité. Ce dernier n'est qu'un moyen d'augmenter la masse des produits et les fonds destinés à payer le travail industriel ainsi qu'à multiplier les matières premières susceptibles d'être travaillées.

C'est la distribution de travail qui procure à un pays plus de profits, et ce lorsque ce pays produit les choses qui s'accordent le mieux avec son climat, sa situation et ses autres avantages naturels ou artificiels, et lorsqu'il les échange pour les marchandises des autres pays³³.

³³ David Ricardo (1817), Des principes de l'économie politique et de l'impôt (Chapitre VII).

Son idée de base est donc qu'un pays à l'intérêt à produire et à exporter les produits qui lui coûtent moins chers en coûts de production et à importer ceux pour lesquels il est relativement moins performant.

Dans sa logique de raisonnement, Ricardo tente d'expliquer que le taux de profit ne peut augmenter qu'avec une diminution du salaire des travailleurs. Or cette diminution de salaire n'est effectif que si le prix des biens sur le marché est aussi en baisse et que les pouvoirs d'achat des travailleurs leurs permettent de satisfaire leurs besoins essentiels.

Avec le commerce extérieur, il y a émergence de nouveaux marchés qui pourraient produire des articles à meilleur prix du fait de l'abondance des facteurs de production dans un pays. Cette abondance diminue les couts de ces facteurs ainsi que les salaires des travailleurs, en effet, le taux de profit augmentera. Le commerce international génère donc naturellement un flux d'échanges entre les pays dans la mesure où chaque pays y trouve un avantage relatif.

Il augmente également la variété des produits disponible sur le marché avec un prix plus bas. Les consommateurs disposent alors plusieurs choix de biens qui peuvent entrer dans leur panier de consommation. En même temps, les producteurs bénéficient d'un accroissement de leur volume de vente.

Sans l'ouverture internationale, chaque pays consacre son capital à produire des biens qu'ils paraissent nécessaires. Et ceux à des couts plus importants que s'il avait la possibilité de les importer des autres pays. L'existence de l'échange entre les pays rend l'utilisation du capital plus efficace car il est utilisé à dans des activités plus rentables.

Ricardo, dans son principe, a pris l'exemple du Portugal et de l'Angleterre qui produisaient respectivement du vin et du drap. En autarcie, ces deux pays se lancent dans la production et la consommation autonome de leurs vin et drap. Leurs couts de production augmentent et ils ne peuvent bénéficier d'une économie d'échelle. Par contre, lorsque ces pays opèrent dans une économie ouverte, ils peuvent allouer de façon optimale leurs ressources par la production des produits dont ils en sont le plus compétent. Ainsi, le Portugal doit se spécialiser à la fabrication du vin puisque ce produit nécessite moins de temps de travail chez lui. Il gagnerait donc plus de bénéfices en exportant son vin en échange direct avec du drap anglais plutôt que de produire chez soi son drap. Il en est de même pour l'Angleterre qui est le plus apte à produire le drap. Il

devra œuvrer dans la production cet article et l'exporter en Portugal pour profiter plus de quantité de vins.

Pour Ricardo, ce flux d'échanges réciproques entre les pays ne dépend pas de l'existence d'un avantage absolu pour chaque pays mais de la seule différence des rapports de coûts entre les pays.

Bref, le commerce international dans les théories classiques d'Adam SMITH et de David RICARDO a participé à la lutte contre la pauvreté en générant la croissance économique par l'augmentation du volume de la production de chaque pays due à la division internationale du travail et la spécialisation.

Nous allons voir dans le titre suivant l'enjeu de la mondialisation sur la croissance économique.

II. La mondialisation

La mondialisation est un processus d'intégration et d'internationalisation de l'activité économique. Elle est une sorte d'ouverture internationale caractérisée par l'expansion des marchés de capitaux et l'abaissement des barrières commerciales³⁴. Elle nécessite toutefois la mise en place d'une réforme institutionnelle qui lui sert de cadre : la privatisation.

A. L'expansion du marché

La mondialisation crée un lien entre les marchés des différents pays entrant en jeu dans le processus et offre des opportunités pour l'ensemble de l'économie internationale par le développement du flux d'idées nouvelles qu'elle apporte à son passage et l'internationalisation des entreprises nationales. C'est à ce stade que naît une révolution technologique, des innovations et des techniques qui se dispersent facilement dans le monde entier. Une nouvelle technologie aurait des conséquences positives sur le commerce. D'une part, elle relie les entreprises et donne naissance à un monde en réseau où la communication, la coordination, l'intégration et les échanges s'intensifient considérablement, entraînant une augmentation en volume du commerce mondial.

³⁴ Daniel YERGIN, Joseph STANISLAW, « La grande bataille, les marchés à l'assaut du pouvoir », Ed. Odile Jacob, Paris, 2000, p. 15.

D'autre part, elle permet au secteur privé d'investir dans un nouvel domaine (secteur), créant ainsi de nouveaux emplois aux gens.

Grace aux évolutions technologiques véhiculées par la mondialisation, les capitaux se déplacent plus rapidement d'un pays à un autre. En effet, la fabrication des biens de consommation et la production des services évoluent puisque les capitaux sont disponibles à tout moment sur le marché. De plus, la transformation des grandes entreprises en firmes multinationales fournissent le marché mondial en biens et services provenant de différents pays où se plantent ces grandes entreprises.

B. Le libre-échange

1. Les avantages³⁵

a) Le libre-échange améliore le niveau de vie des pauvres par la réduction du prix des biens échangeables et la facilitation de l'accès aux nouveaux produits.

Le prix des importations baisse, d'où une hausse des revenus réels et par conséquent de la consommation et de l'épargne. Un régime commercial ouvert permet aussi d'importer des technologies et des procédés utiles aux pauvres comme les semences et engrais sélectionnés pour augmenter la production agricole.

b) La libéralisation influe sur les salaires et l'emploi.

En fonction de la flexibilité des marchés du travail, la réforme commerciale peut avoir des répercussions soit sur les salaires, soit sur l'emploi. Lorsque la législation du travail empêche les entreprises d'ajuster leurs effectifs, la majeure partie de l'ajustement aux variations du prix relatif des produits se traduit par des variations des salaires réels. Quand la législation relative au salaire minimum interdit les ajustements de salaire à la baisse mais que la main d'œuvre est très mobile, les ajustements prennent alors la forme de mouvements d'effectifs.

³⁵ David Ricardo (1817), Des principes de l'économie politique et de l'impôt (Chapitres VII, XV et XVI).

c) Le libre-échange augmente les recettes publiques permettant de financer des programmes en faveur des pauvres.

La diminution des droits élevés atténue l'attrait de la contrebande et de la corruption, ce qui peut accroître le volume des marchandises enregistrées et donc les recettes de l'État. De plus, un barème plus unitaire, limité à quelques tarifs, peut accroître la transparence et faciliter l'administration fiscale, ce qui améliore les recettes.

d) La libéralisation génère des incitations à investir et à innover, ce qui influe sur la croissance économique.

Les réformes commerciales peuvent influencer la croissance principalement en suscitant à l'augmentation des exportations et offrant une allocation optimale des ressources. La libéralisation des échanges peut modifier le taux de croissance en incitant les entreprises à investir. « Au moment où les barrières tombent, les capitaux privés cherchent de nouveaux marchés dans ce qui était autrefois la chasse gardée de l'investissement public : l'énergie, les communications et l'infrastructure »³⁶. De plus, elle stimule l'investissement direct étranger qui permet aux entreprises nationales d'augmenter leurs performances, production et compétitivité par l'entrée des technologies avancées et des nouvelles pratiques commerciales. Or, cette augmentation de la production favorise la croissance économique.

En outre, l'ouverture de l'économie avec le reste du monde contribue à une diversification des exportations en fonction des avantages comparatifs et à une réduction de la dépendance vis-à-vis d'un seul marché ou d'un produit d'exportation.

2. Les inconvénients

Le libre-échange présente toutefois des inconvénients. D'abord, l'ouverture risque de fragiliser une économie nationale face aux chocs extérieurs comme les variations brusques des termes de l'échange et qui sont néfastes pour la croissance.

Ensuite, les entreprises nationales deviennent plus fragiles car des mécanismes officiels de stabilisation sont affaiblis et que les habitants d'un pays abandonnent complètement une activité au profit d'une autre qui est en moyenne plus rentable mais

³⁶ Daniel YERGIN, Joseph STANISLAW, « La grande bataille, les marchés à l'assaut du pouvoir », Ed. Odile Jacob, Paris, 2000, p. 476.

aussi plus risquée. Il en résulte que la vulnérabilité économique augmente, ce qui risque d'accroître l'incidence de la pauvreté.

C. *La privatisation*³⁷

C'est une réforme institutionnelle mise en œuvre par l'Etat pour remédier aux défaillances des secteurs publics en matière d'investissement et de développement technologique.

Tout d'abord, la privatisation donne naissance à des entreprises privées qui peuvent encourager davantage l'innovation puisque les entreprises publiques, par leur incapacité d'innover, souffrent d'un manque de souplesse. De plus, le monopole d'Etat dans certains secteurs et les droits d'exclusivités que les entreprises publiques bénéficient dans l'exploitation de certaines ressources ne donnent lieu qu'à une rigidité du système et à une incapacité de faire face à la concurrence internationale.

Ensuite, elle donne plus de compétitivité aux secteurs privés et libère une concurrence entre eux. De ce fait, il y a utilisation optimale des ressources donnant lieu à une augmentation de la productivité. Puisque la compétitivité les oblige, les entreprises privées sont soumises à une sanction lorsqu'elles ne sont pas compétitives alors que les entreprises d'Etat sont surprotégées, pas de disciplines et de sanctions. Il y a donc une formation des syndicats dans le secteur public or ces derniers encouragent l'inefficacité du système administratif en favorisant les sureffectifs du personnel et la sous-productivité.

Les entreprises publiques ne peuvent pas répondre exactement aux demandes des consommateurs et maîtrisent mal leurs budgets par rapport à celles des privées. Ainsi, ces entreprises ont tendances à trop dépenser dans la production des biens et services. De ce fait, quand leur coût de production est supérieur à celui de vente, par souci de l'inflation, l'Etat n'augmente pas les prix des produits mais c'est lui qui paie la différence et les entreprises d'Etat se poursuivent leur vente à perte. Il y a ensuite un déficit des budgets nationaux. C'est dans cette optique qu'il fallait restructurer et reformer les entreprises d'Etat en les privatisant.

³⁷ Daniel YERGIN, Joseph STANISLAW, « La grande bataille, les marchés à l'assaut du pouvoir », Ed. Odile Jacob, Paris, 2000, pp. 159-163, pp. 402-405.

S'agissant de l'investissement, leurs décisions sont influencées par des facteurs politiques qui ne réfléchissent pas la réalité économique dans un pays. Il en résulte que les investissements publics dans certains cas ne sont pas rentables. Par contre, par le biais de la privatisation, de nouvelles entreprises ont la chance de se former dans le temps par l'abolition du monopole d'Etat. Il y a donc divertissement des produits finis dans l'économie du fait du nombre croissant des entreprises. De la part des consommateurs, il y a élargissement des choix des biens de consommation car les entreprises privées mettent une entente particulière sur le désir de leurs clients. Par conséquent, les deux parties gagnent en matière d'échange et le secteur privé génère plus de richesse pour l'Etat et de nouveaux emplois pour les gens.

L'inefficacité du système administratif se manifeste aussi par la corruption, une « pratique directement improductive »³⁸. Par son pouvoir de décision, les décideurs politiques mobilisent facilement les ressources publiques à des fins en soi et en vue de l'enrichissement personnel.

Enfin, la privatisation permet à un pays de réduire ses déficits par la rentrée d'argent qu'elle représente notamment par le revenu de l'impôt et des taxes des entreprises privatisées. De plus, l'Etat n'est plus responsable des paiements des retraites non cotisées des travailleurs, ce qui représente une somme d'argent importante à son actif.

L'intrusion par la privatisation de la monnaie unique implique un accroissement de la concurrence. Ainsi, les entreprises se restructurent et se regroupent en vue de gagner plus de part de marché et plus de poids. C'est dans cet objectif qu'elles se placent comme un facteur de modernité, un moteur de progrès et d'avancée technologique pour être à la hauteur de ses concurrents. Le monopole d'Etat dans certain secteur disparaît en donnant place à la libre concurrence et à l'ouverture du marché.

Le rôle de l'Etat change également avec la privatisation. La réglementation des prix disparaît parce que le prix est déterminé par la loi de l'offre et de la demande sur un marché de libre concurrence. L'Etat reste donc un protecteur des intérêts des

³⁸ Daniel YERGIN, Joseph STANISLAW, « La grande bataille, les marchés à l'assaut du pouvoir », Ed. Odile Jacob, Paris, 2000.

consommateurs en faisant respecter la concurrence au niveau des prix et en contrôlant les normes sur la qualité des produits vendus sur le marché.

En somme, les reformes commerciales apportées par la vague de la mondialisation contribuent généralement à faire reculer la pauvreté en aidant les gens à réaliser leur potentiel de production, en stimulant la croissance, et en atténuant les chocs à l'intérieur d'une nation.

Ce chapitre nous a renseigné les facteurs pouvant susciter la croissance économique qui est à la base de toutes les stratégies de lutte contre la pauvreté. Dans un premier temps, nous avons vu les avantages tirés de chaque pays du commerce international à l'aide de la division internationale du travail et de la spécialisation. Dans un second lieu, les enjeux de la mondialisation sur la lutte contre la pauvreté ont été évoqués.

PARTIE 2 : ETUDE SUR L'EFFICACITE DU DSRP

A MADAGASCAR

Avant d'entamer une étude sur l'efficacité du DSRP, il nous est nécessaire de faire une présentation de ce que c'est le DSRP et ses composants.

Chapitre 1 : Généralité sur le DSRP

I. Les programmes et documents antérieurs

A. Le Programme d'Ajustement Structurel (PAS)

Le Programme d'Ajustement Structurel³⁹ est un plan national du développement initié par la Banque mondiale et le FMI. L'alourdissement du service de la dette a permis ces deux institutions à intervenir dans l'économie des pays endettés en y imposant le PAS pour remédier à la situation. Pourtant, il y a deux générations de conditionnalités imposées par les bailleurs de fonds dans sa mise en œuvre. Ainsi, les conditionnalités de première génération sont liées aux réformes économiques entreprises durant les années 80. Les conditionnalités de seconde génération, qui ont été appliquées dans les années 90, sont des réformes politiques et administratives, notamment à la mise en place d'une gestion efficiente de l'administration publique, le respect du droit de l'homme et la démocratie. Force est de constater que le PAS n'a pas d'anneau social au cours de sa mise en œuvre.

L'introduction à Madagascar du PAS depuis 1985 a donné naissance à une économie plus ouverte⁴⁰ et orientée vers le marché. Les résultats significatifs⁴¹ sont apparus à partir de 1988, avec un taux de croissance sensiblement supérieur par rapport au taux d'accroissement de la population. Par ailleurs, dans certains domaines, les progrès ont été lents ; et les limites du PAS ont commencé à se dévoiler. Sur le plan économique,

³⁹ Dans les années 80.

⁴⁰ La libéralisation, la mondialisation et la globalisation financière.

⁴¹ Le taux moyen annuel de croissance économique était de 3,5% pour la période de 1988-1990 contre 2,8% pour celui de la croissance démographique pour cette même période selon le Ministère des Finances et de l'Economie.

l'accroissement de la production est freiné par les différentes mesures inscrites dans le programme. Il y a une diminution des importations entraînant une diminution des biens d'équipements à la production. De plus, la diminution des investissements et des dépenses publiques notamment les dépenses relatives à l'amélioration des infrastructures économiques ont des impacts négatifs sur la production, entraînant par la suite une baisse des exportations (même si les produits d'exportations sont devenus compétitifs sur le marché mondial à cause de la suppression des taxes). La politique de dévaluation déclarée par l'Etat a entraîné une inflation et par la suite une baisse du pouvoir d'achat qui n'engendre que l'intensification de la pauvreté.

Les premiers programmes de lutte contre la pauvreté ont été mis en œuvre vers la fin des années 80 pour atténuer ces effets pervers de l'ajustement structurel en y introduisant des dimensions sociales. En effet, des mesures ciblées à l'égard des pauvres ont été ainsi entreprises à travers les filets de sécurité destinés aux couches les plus vulnérables de la population, des fonds sociaux et des programmes spécifiques. Pourtant, ces programmes n'ont pas été soutenus par une stratégie de lutte contre la pauvreté. Il en résulte que les impacts et les résultats acquis ont été très limités, et pire encore, le taux⁴² de pauvreté passait de 47% à 70% au cours de la période de 1980 à 1993.

Ainsi, des tentatives pour la mise en place de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté (SNLCP) au cours des années 90 et du Plan National d'Action pour le Redressement Social (PNARS) en 1994 ont été menées afin de limiter les effets de la dégradation de la situation économique et sociale mais celles-ci n'ont pas abouti faute du financement et de la volonté politique à leur appropriation.

Il en est de même pour le Plan de Relance du Développement Economique et Social (PREDES) et du Programme National de Lutte contre la Pauvreté (PNLCP). Ces documents sont restés en tant que documents d'orientation et n'ont pas été suivis de réalisations concrètes.

⁴² Nombre de pauvres dans une population donnée.

B. Le Document Cadre de Politique Economique (DCPE⁴³)

Madagascar est un des pays qui a suivi la réforme apporté par l'ajustement structurel dans le milieu des années 80. Après une période de crise survenu au cours des années 90, entraînant une rupture temporaire entre 1990 et 1995, le Gouvernement de l'époque s'est efforcé à se rapprocher avec les bailleurs de fonds (la Banque mondiale et le FMI). Il en découle la mise en œuvre du Document Cadre de Politique Economique en 1996. C'est une autre tentative de la Banque Mondiale et du FMI qui cherchent à stimuler une croissance économique afin de réduire le niveau de pauvreté monétaire⁴⁴ à Madagascar. Ce document retrace les grandes lignes des mesures macro-économiques⁴⁵ visant à renforcer le processus d'ajustement structurel adopté depuis 1985. La réalisation de ces différentes mesures s'est traduite de nouveau par une certaine amélioration de la situation économique à Madagascar dans la mesure où le taux de croissance économique commence à dépasser le taux de croissance démographique.

La réduction de la pauvreté figure parmi les objectifs de développement de DCPE mais ne constitue pas entre autre son objectif principal. En effet compte tenu des acquis passés concernant la défaillance du PAS sur le plan social ayant accentué la pauvreté, et vu l'évolution du ratio de la pauvreté remontant à 69% en 1997, le Gouvernement malgache, par la mise en œuvre du DCPE, a manifesté sa volonté de continuer les réformes déjà entamées par la fixation d'un objectif prioritaire de réduction de la pauvreté monétaire à Madagascar pour le sort la population et l'amélioration de son niveau de vie. Les résultats obtenus pendant la mise en œuvre du DCPE doivent être consolidés et améliorés. Ainsi, le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) a été conçu et a pris le relais.

II. La nécessité de la mise en œuvre du DSRP

L'élaboration du DSRP par le Gouvernement malgache a commencé vers le début des années 2000.

⁴³ Mise en œuvre entre 1996 et 1999.

⁴⁴ Pauvreté qui se manifeste par un manque de revenus.

⁴⁵ La libéralisation du taux de change, du commerce de certains produits, le processus de désengagement de l'Etat malgache et la privatisation, l'ouverture davantage sur la mondialisation.

Deux causes justifient la nécessité de cette élaboration : d'une part, le contexte général de l'économie malgache marquée par une croissance économique très nette, et d'autre part, la problématique et les caractères multidimensionnels⁴⁶ de la pauvreté.

A. Contexte économique

Tableau 1 : Evolution des agrégats macro-économiques

	1997	1998	1999	2000	2001
Taux de croissance économique	3,7 %	3,9 %	4,7 %	4,8 %	6,0 %
Taux d'inflation	5,4 %	7,8 %	9,7 %	11,8 %	7,4 %

Source : INSTAT/Madagascar en chiffres/Cadre macro-économique/Produit intérieur brut, Mise à jour Juin 2012

Ce tableau illumine qu'en termes de taux de croissance économique, Madagascar n'a enregistré que d'une nette hausse depuis 1997. Le taux de croissance annuel moyen est de 4,6% pour la période de 1997-2001. Aussi, l'on peut affirmer que la croissance économique enregistrée, par la politique économique sous-jacente mise en œuvre au cours de la période, a peu profité aux pauvres du milieu rural.

Malgré cela, l'indice de prix à la consommation mesurée par taux d'inflation a enregistré une hausse continue jusqu'en 2000 où il atteint son plus haut niveau de 11,8% avant de baisser de 4 points un an après.

En outre, Madagascar a connu une faible croissance du PIB par habitant pendant la période allant de 1997 à 2001 (+1,8% en moyenne⁴⁷). En 2000, il fait partie du groupe des pays les plus pauvres quels que soient les indicateurs utilisés pour le classement. Son IDH⁴⁸ reste au-dessous de la moyenne

⁴⁶ La pauvreté ne se limite pas à l'insuffisance du revenu monétaire mais s'étend dans plusieurs domaines tels que l'éducation, la santé, etc.

⁴⁷ Estimation du Ministère des Finances et de l'économie

⁴⁸ C'est un indicateur synthétique compris entre 0 et 1. Il mesure le niveau moyen auquel se trouve un pays donné selon trois critères essentiels du développement humain : la possibilité de vivre longtemps et en bonne santé, la possibilité de s'instruire et la possibilité de bénéficier de conditions de vie décentes. Il était 0,470 en 2000 selon le Rapport mondial sur le développement humain du PNUD.

B. Contexte social

A part la difficulté économique, Madagascar a éprouvé des problèmes dans le domaine social notamment la gravité de la pauvreté. Le tableau suivant illustre cette situation :

Tableau 2 : Evolution des indicateurs socio-économiques

	1993	1997	1999	2001
Incidence de la pauvreté	70,0 %	73,3 %	71,3 %	69,6 %
Urbain	50,1 %	63,2 %	52,1 %	44,1 %
Rural	74,5 %	76,0 %	76,7 %	77,1 %

Source : INSTAT/Madagascar en chiffres/Pauvreté, Mise à jour Avril 2011

L'incidence a augmenté entre 1993 et 1999. Avec un taux très élevé de 73,3% en 1997, la situation de Madagascar sur la pauvreté s'est quelque peu améliorée entre 1999 à 2001. L'amélioration est perceptible en milieu urbain alors que le ratio en milieu rural n'a cessé d'augmenter depuis 1993.

Concernant le revenu, les malgaches ont perçu un bas niveau de salaire, les principales causes en sont, entre autres, la faiblesse de la croissance économique qui résulte d'un niveau insuffisant de l'investissement et le taux démographique relativement élevé (de l'ordre de 3,16%⁴⁹ en moyenne annuelle entre 1993 et 2001).

Ces consentements d'insatisfactions sur le plan économique d'une part, et les problématiques sociales d'autre part, sans parler de la défaillance sur la gestion des affaires au niveau de l'administration publique, conduisent à une situation de pauvreté persistante en dépit de la nette amélioration des indicateurs macro-économiques.

Au-delà de toutes ces contraintes, des énormes potentiels en main d'œuvre (nombreuse et facile à former), agriculture, élevage et pêche, mines, bois, s'offrent à Madagascar. Or, ces ressources restent mal exploitées et cela met encore en évidence la

⁴⁹ Calcul de l'auteur à partir des données de l'INSTAT concernant l'évolution du nombre de la population de Madagascar entre 1993 et 2001.

disjonction entre la croissance économique et le défi de la réduction de la pauvreté à Madagascar.

III. L'élaboration du DSRP

A. Origine du DSRP

Vers la fin des années 1999, pour faire face à l'ampleur de la pauvreté à Madagascar, le Gouvernement Malgache, en collaboration avec les deux institutions de Bretton Woods, a élaboré une nouvelle stratégie de lutte contre la pauvreté : le DSRP dont les grandes lignes, inscrites dans la « source book », sont dictées par la Banque Mondiale et le FMI. C'est une nouvelle approche qui consiste à soutenir des programmes de réformes macro-économiques, structurelles et sociales visant une croissance économique accélérée et durable, en intégrant des objectifs et des stratégies opérationnelles de réduction de la pauvreté comme priorité. Par ailleurs, l'utilisation des ressources concessionnelles offertes par les bailleurs de fonds est encore basée sur le DCPE. Le DSRP n'est donc qu'une actualisation des expériences acquises des politiques et des réformes macro-économiques et structurelles antérieures mais en intégrant dans sa stratégie l'approche participative⁵⁰. Cette dernière vise un renforcement des mécanismes participatifs dans l'élaboration du document de manière à ce que le DSRP soit un document consensuel.

B. Du DSRP Intérimaire au DSRP Final

Madagascar a élaboré son Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté Intérimaire (DSRP-I) au mois de Décembre 2000. Le DSRP-I est le fruit d'une large consultation des autorités locales et est soumis aux Conseils d'Administration des partenaires techniques et financiers pour « aval ». La finalisation du Document intérimaire, condition d'éligibilité à l'Initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE), a permis à Madagascar d'accéder aux bénéfices de cette initiative dès l'année 2001, notamment la réduction de 50% du service de la dette ; ce qui a permis au pays d'augmenter ses ressources disponibles de l'ordre de 50 millions de dollars par an pendant la période intérimaire jusqu'au « point d'achèvement » du DSRP complet.

⁵⁰ Consultation de tous les acteurs (public, privé, national et régional) pour la compréhension et le suivi-évaluation de la mise en œuvre des plans d'action du Gouvernement.

Le DSRP final a été établi au mois de Mai 2003 et une première mise à jour a été réalisée au mois de Juillet 2003 jusqu'au mois de Novembre 2004. Ensuite, une deuxième mise à jour du DSRP a été effectuée en Juin 2005 dans le but de prendre en compte la vision Madagascar Naturellement. Il a été toujours composé de trois axes⁵¹ stratégiques et de 15 programmes. Le suivi de la mise en œuvre du DSRP, qui a commencé au mois de Juillet 2003 jusqu'à la fin de l'année 2006, a été réalisé suivant un processus participatif et continu avec la participation de tous les acteurs de développement. Le rapport fait en Décembre 2006 a été le dernier rapport de mise en œuvre du DSRP. Il a couvert l'année 2006 et a pour objectif de présenter les réalisations effectuées et les résultats atteints par rapport aux objectifs de cette année. Comme c'est le dernier rapport sur la mise en œuvre du DSRP, il a intégré dans son contenu une analyse de l'évolution de la pauvreté et des 31 indicateurs de suivi du DSRP, des résultats économiques et financiers et du financement de la stratégie et de l'évaluation de tout le processus du DSRP de la période 2003 à 2006.

IV. Les bases du DSRP

A. Objectifs économiques

Avant la mise en œuvre du DSRP à Madagascar, la pauvreté, qui se manifeste dans tous les domaines, ne cesse au fil des jours de dégrader le niveau de vie des Malgaches. Ainsi, en 2001, le taux de pauvreté à Madagascar est estimé à 69.6%⁵². La croissance économique est une condition sine qua non à la création de richesse et au développement. Toutefois, pour que ce développement soit rapide et durable, il s'avère nécessaire que le plus grand nombre de la population c'est-à-dire les pauvres soient les premiers bénéficiaires des fruits de la croissance.

Le DSRP a pour ambition d'augmenter le taux de croissance qui n'a connu qu'une légère hausse depuis 1988 et de diminuer le taux d'inflation en vue de redresser progressivement le niveau de vie de l'ensemble de la population par l'augmentation du revenu découlant de ces agrégats macro-économiques.

⁵¹ Axe stratégique n°1 : Restaurer un Etat de droit et une société bien gouvernée.

Axe stratégique n°2 : Susciter et promouvoir une croissance économique à base sociale très élargie.

Axe stratégique n°3 : Susciter et promouvoir des systèmes de sécurisation humaine et matérielle et de protection sociale élargis.

⁵² Selon l'INSTAT dans l'EPM 2001.

Cet objectif de croissance pro-pauvre n'est effectif sans un effort particulier en matière d'investissement. Le DSRP a fixé alors comme objectif l'augmentation, en termes de volume et de productivité, du taux d'investissement à l'ordre de 30% en moyenne sur la période 2003-2006 alors que ce dernier n'est que de 14%⁵³ en moyenne sur la période 1988-2002. C'est dans cet optique de dynamisation de l'investissement que le DSRP a eu comme objectif ambitieux, par la mise en place des infrastructures de base, d'augmenter de manière considérable l'investissement public en terme de pourcentage du PIB, ainsi que l'investissement privé, orientés vers les secteurs porteurs, par le programme de privatisation. Il en résulte un accroissement de l'investissement direct étranger, considéré comme un facteur d'accumulation de capital et un moyen de transfert et de diffusion de technologies et de savoir-faire permettant d'augmenter la productivité.

B. Objectifs sociaux

Réduire la pauvreté consiste, non seulement à relever les défis imposés par les agrégats macro-économiques mais aussi à améliorer la qualité de vie de la population dans toutes les dimensions⁵⁴. Ainsi, sur le plan social, le DSRP a fixé pour objectif à long terme⁵⁵ : l'amélioration des indicateurs sociaux comme le taux de pauvreté monétaire, le taux net de scolarisation, le taux d'alphabétisation, l'espérance de vie à la naissance, le taux d'accessibilité de la population aux soins de qualité, le taux d'accès à l'eau potable et aux réseaux collectifs d'assainissement, etc.

S'agissant des objectifs à court terme⁵⁶, les quelques indicateurs susmentionnés sont traduits par une diminution du taux de pauvreté monétaire à inférieur à 70% (contre 71,3% en 1999), une augmentation : du taux net de scolarisation à 77,1% pour l'année scolaire 2002-2003 (74,2% pour l'année scolaire 2000-2001), du taux d'alphabétisation à 55% contre 50,1% en 2000.

Ces objectifs ne sont atteints que par la gestion et la mobilisation, aussi efficaces qu'efficaces, des ressources mises à la disposition du DSRP et par l'approche participative inscrite dans ce dernier. Ainsi, la recherche d'impacts positifs du

⁵³ Selon le Ministère des Finances et de l'économie.

⁵⁴ Revenu, éducation, santé, eau et assainissement, etc.

⁵⁵ A l'horizon de 2015.

⁵⁶ A l'horizon de 2003.

développement (fruit de la croissance), au profit de la majorité de la population, signifient que le développement, avec la possession et/ou la maîtrise des moyens de production, doit être conçu et réalisé pour les pauvres et avec eux.

V. Les axes stratégiques

Compte tenu des expériences acquises des politiques antérieures en matière de réformes économiques et structurelles, et vu la situation persistante de la pauvreté à Madagascar, le DSRP se propose de retenir trois axes stratégiques, à savoir :

- ♦ Axe stratégique d'intervention n°1 : Restaurer un Etat de droit et une société bien gouvernancée
- ♦ Axe stratégique d'intervention n°2 : Susciter et promouvoir une croissance économique à base sociale très élargie
- ♦ Axe stratégique d'intervention n°3 : Susciter et promouvoir des systèmes de sécurisation humaine et matérielle et de protection sociale élargis

Ces axes stratégiques décrivent les domaines d'intervention à travers lesquels les actions et les programmes opérationnels peuvent agir de manière décisive sur les principales dimensions de la pauvreté.

A partir de l'axe stratégique n°1, l'objectif visé du DSRP est d'assurer une bonne gouvernance et réussir la lutte contre la corruption par la mise en œuvre d'une gestion transparente des affaires publiques et l'amélioration de la qualité des services rendus au peuple. Le respect de la démocratie ainsi que l'instauration de l'Etat de droit sont parmi les objectifs inscrits dans cet axe stratégique. Rapprocher le Gouvernement des citoyens par les biais de la décentralisation et la déconcentration figure dans son dernier contenu.

L'axe stratégique n°2 met une attention particulière aux domaines économiques dont un taux de croissance économique de 8 à 10%, l'amélioration du taux d'investissement pour atteindre 20%, la dynamisation du secteur privé afin qu'il participe à hauteur de 12 à 14% au taux d'investissement, l'ouverture l'économie malgache à une plus grande concurrence en vue de la réduction des coûts et de l'amélioration de la qualité

sont les objectifs globaux de cet axe. Une large participation de la population demeure nécessaire pour l'atteinte de ces objectifs.

« Susciter et promouvoir des systèmes de sécurisation humaine et matérielle et de protection sociale élargis » est le dernier (n°3) axe stratégique du DSRP. Il met en relief les domaines sociaux. C'est à travers huit (8) objectifs globaux fixés par le DSRP qu'il a pris l'initiative pour le sort de la population malgache. Ainsi, (i) assurer l'éducation fondamentale à tous les malgaches, (ii) assurer la qualité de l'enseignement à tous les niveaux, (iii) promouvoir la santé de la mère et de l'enfant, (iv) intensifier la lutte contre la malnutrition, (v) renforcer la lutte contre les maladies transmissibles, (vi) renforcer la lutte contre les maladies non transmissibles, (vii) réduire l'exclusion sociale dans le processus de développement rapide et durable et (viii) promouvoir la diversité culturelle, tels sont les ambitions du DSRP du point de vue social.

Il est à noter que le DSRP a retenu quinze (15) programmes opérationnels pour mettre en œuvre la stratégie et 31 indicateurs, classés suivant les axes prioritaires, pour suivre l'évolution de la stratégie de réduction de la pauvreté.

Chapitre 2 : Analyse de la pauvreté avant la mise en œuvre de la DSRP⁵⁷

I. Analyse de la pauvreté monétaire

Du point de vue monétaire, un individu est considéré comme pauvre si son revenu ne lui permet pas d'acheter, en plus des éléments non alimentaires indispensables, une ration alimentaire de 2133 calories par jour⁵⁸, le minimum censé être nécessaire pour entretenir une vie normale et active. A partir de cette définition, 71,3% des malgaches sont pauvres en 1999, le seuil⁵⁹ de pauvreté monétaire a été évalué à 736.644 Fmg (soit 147.329 Ar) par an par individu.

Le tableau suivant montre l'évolution du phénomène de la pauvreté à Madagascar avant la mise en œuvre du DSRP

Tableau 3 : Evolution du ratio de la pauvreté à Madagascar, par milieu de résidence et suivant la répartition spatiale

Milieu	1993	1997	1999	2001
Madagascar	70,0 %	73,3 %	71,3 %	69,6 %
Urbain	50,1 %	63,2 %	52,1 %	44,1 %
Rural	74,5 %	76,0 %	76,7 %	77,1 %
Antananarivo	68,0 %	66,4 %	61,7 %	48,3 %
Fianarantsoa	74,2 %	75,1 %	81,1 %	83,2 %
Toamasina	77,9 %	79,8 %	71,3 %	82,3 %
Mahajanga	53,2 %	73,8 %	76,0 %	72,4 %
Toliara	81,1 %	82,0 %	71,6 %	76,1 %
Antsiranana	60,2 %	62,3 %	72,6 %	69,2 %

Source : INSTAT/Madagascar en chiffres/Pauvreté, Mise à jour Avril 2011

La crise de 1991 a eu des répercussions négatives sur l'économie malgache, entraînant une augmentation du ratio de la pauvreté à 73,3% en 1997 (contre 70,0% en

⁵⁷ La présente analyse de la pauvreté à Madagascar s'appuie sur les enquêtes réalisées auprès des ménages par l'INSTAT notamment l'EPM1997 et l'EPM1999.

⁵⁸ Selon les normes internationales.

⁵⁹ Ou ligne de pauvreté au-dessous de laquelle une personne est considérée comme pauvre. C'est donc cette ligne qui sépare les pauvres des non pauvres.

1993), une situation de pauvreté la plus élevée pendant la période de 1993 à 1999. La réforme économique instaurée par la mise en œuvre du DCPE depuis 1997 se traduit par une amélioration progressive de la situation, le taux de pauvreté en 2001 a reculé de 3 points par rapport à son niveau en 1997.

De nombreuses variables déterminent la pauvreté monétaire. D'abord, la part de l'alimentation dans les dépenses de consommations totales a des conséquences sur les conditions de vie des pauvres. Ainsi, en 1999, 70,2% des dépenses des ménages vont à l'alimentation pour l'ensemble de Madagascar. Cette proportion atteint 74,6% pour le milieu rural.

Le niveau de consommation constitue la principale mesure du niveau de vie des ménages. Il varie selon le milieu de résidence. Le montant est plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural. En effet, plus de 76,7% de la population rurale sont pauvres contre 52,1% de la population urbaine avec une intensité de pauvreté respective de 36% et de 21,4% en 1999. De plus, le profil géographique de chaque province est une des facteurs qui détermine la pauvreté. La province d'Antananarivo a connu une diminution du taux de pauvreté passant de 68% en 1993 à 61,7% en 1999. Les provinces de Toamasina et de Toliara ont suivi la tendance nationale avec une détérioration en 1997 et un redressement en 1999. Dans les trois autres provinces (Antsiranana, Fianarantsoa et Mahajanga), la pauvreté persistante dans le milieu rural a entraîné une dégradation de la situation globale.

En général, la catégorie socio-économique du chef de ménage est un déterminant du niveau de sa consommation, donc, de sa situation vis-à-vis de la pauvreté monétaire. Ainsi, il y a une corrélation positive entre la consommation d'un ménage et le fait d'avoir un membre salarié dans ce ménage. Les ménages dont le chef exerce la principale activité dans l'agriculture et l'élevage, sont dans la majorité des cas les plus pauvres du pays.

Le genre du chef de ménage est aussi caractéristique de sa situation envers la pauvreté. Si en 1993, les foyers dirigés par des femmes étaient plus pauvres que ceux dirigés par des hommes, en 1999, la situation est devenue quasiment égale dans les deux types de foyer. La situation s'est égalisée entre 1997 et 1999.

Le niveau d'instruction du chef de ménage et son alphabétisation différencient la consommation par tête, et donc le niveau de la pauvreté. Les ménages dont le chef a un certain niveau d'instruction sont en général moins pauvres que les ménages dont le chef n'a aucune instruction.

Il y a aussi une corrélation positive du phénomène d'enclavement et la pauvreté des gens, notamment en milieu rural qu'urbain. Dans les zones rurales, l'éloignement et l'isolation ont un impact négatif sur la productivité agricole, sur l'utilisation des intrants et par conséquent, sur la pauvreté.

La terre joue un rôle primordial pour les activités agricoles car 73,2% des ménages malgaches sont des agriculteurs. Or, la distribution inéquitable et l'accès difficile à la terre à Madagascar entravent l'augmentation de la production des paysans. De 1997 à 1999, la superficie moyenne par tête a légèrement diminuée au niveau national et en milieu rural agricole. Cette tendance à la baisse est constatée quelle que soit la catégorie des ménages, les moins pauvres comme les plus pauvres. En moyenne, au niveau national, les ménages ne possèdent que des parcelles de 0,28 hectares par tête en 1999. En cette même période, plus de 85% des ménages disposant de moins de 0,2 hectares par tête sont des pauvres. La pauvreté est plus grave pour les ménages ruraux agricoles, elle touche plus de 91% des individus avec une intensité encore plus forte (51%).

Enfin, concernant l'inégalité, on a pu constater qu'en 1999, plus de la moitié de la population mobilisent seulement le quart du revenu de l'ensemble, et seulement 22,5% en 2001. L'augmentation des inégalités confirme le fait que la croissance survenue entre 1999 et 2001 a surtout profité aux riches. Pauvreté et inégalité sont deux notions différentes mais étroitement liées. L'inégalité donne une idée sur la répartition des revenus et sert d'information de base pour expliquer le phénomène de pauvreté.

La pauvreté est multidimensionnelle et ne se limite pas aux seuls aspects monétaire du revenu ou de la consommation: l'accès aux services sociaux de base (éducation santé, alimentation en eau potable, logement, etc.) constitue un paramètre important d'appréhension de son amplitude et de sa profondeur.

II. Analyse des conditions d'existence

A. L'éducation⁶⁰

L'éducation est un investissement en capital humain et est essentiel pour la croissance économique. Ainsi, plus le niveau d'étude accompli monte, la probabilité d'être pauvre diminue.

En 2001, 48% de la population sont analphabètes, dont 53% issus du milieu rural. Ces résultats sont presque similaires à ceux connus en 1999 mais qui se sont améliorés par rapport à 1997. Cependant, le taux net de scolarisation du niveau primaire reste aux environs de 72% pour l'ensemble du pays dont 54,2% pour le quintile le plus pauvre et 88,1% pour le quintile le plus riche. Le taux de redoublement atteint les 30% pour tous les niveaux confondus. La faible scolarisation peut être liée aux coûts de scolarisation (fournitures scolaires, écolages, etc.) et à l'éloignement des établissements scolaires.

En ce qui concerne la réussite scolaire, on peut noter que dans l'enseignement primaire, seulement 33% des entrants en classe de 11^{ème} parviennent à la fin du cycle et 18% des élèves quittent l'école avant le terme du cursus scolaire de base sans acquérir le niveau de connaissance indispensable. Ces lacunes sont généralement liées à la malnutrition qui touche particulièrement 48,5% des enfants, à l'absence ou l'insuffisance des infrastructures scolaires et au mariage précoce des filles. L'insuffisance d'orientation scolaire et professionnelle est également constatée.

En outre, la faiblesse des dépenses publiques affectées dans le secteur éducation peut être la principale cause de ces problèmes. Les crédits alloués au secteur représentent moins de 20% des dépenses totales et 2% du PIB.

⁶⁰ Source des données collectées à partir des EPM (1997, 1999 et 2001) et du rapport sur la mise en œuvre du DSPR en 2006.

B. La santé⁶¹

L'état de santé est un élément essentiel du bien-être de la population et un facteur servant à augmenter la productivité des travailleurs. Les indicateurs de santé sont des éléments qui permettent d'apprécier le niveau de développement économique et social d'un pays.

En 1997, l'espérance de vie à la naissance est de 54 ans. Malgré une amélioration observée en 1999 (57,5 ans), elle n'est que de 40 ans pour 32% de la population.

Les autres indicateurs de mortalité (mortalités infantile, infanto-juvénile) montrent dans l'ensemble une diminution, malgré leurs taux qui sont encore relativement élevés (respectivement de 97 et 159 pour 1000 naissances vivantes en 1997 contre 88 et 133 pour 1000 naissances vivantes en 2000). Le taux de couverture vaccinale reste à un niveau assez faible malgré l'amélioration de la situation de 1997 à 2000. En effet, seulement 36% des enfants de 12-23 mois ont reçu tous les vaccins recommandés par le PEV. Il en est de même pour taux de protection des naissances contre le tétanos néonatal. Tous ces facteurs contribuent à l'augmentation du taux de mortalité infantile.

L'indicateur de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans est de 49,3% en 1997 contre 48,6% en 1999. Cela a montré l'existence réelle de la malnutrition à Madagascar.

Les maladies qui affectent le plus la population, notamment les enfants, sont les infections respiratoires aiguës, le paludisme et les maladies diarrhéiques et elles aggravent la situation de pauvreté compte tenu de l'insuffisance des moyens de lutte et les contraintes de gens sur les coûts.

Sur l'ensemble du territoire, les services sanitaires du secteur public (les hôpitaux publics, les CSB I et II) détiennent une place prépondérante : 59% des malades les utilisent, dont 78% des ménages les plus pauvres.

Le faible niveau de revenu des populations constitue une des causes majeures de leur faible recours aux services de santé notamment les services privés car les coûts de

⁶¹ L'Enquête démographique et de santé (EDS) sera utilisée pour cette analyse sur les questions démographiques et sanitaires à Madagascar.

consultation s'avèrent chers pour la plupart des malgaches. De plus, la part importante de leurs dépenses en alimentation (70,2% des dépenses totales) oblige les ménages de n'octroyer qu'une infime partie de leurs dépenses à la santé (2,4%). En effet, seulement 46% des malades vont consulter un médecin en cas de maladie. A ces facteurs s'ajoutent ceux de l'éloignement, l'insuffisance, voire l'inexistence de centres de santé et du personnel médical dans certaines localités, et la non disponibilité des médicaments.

Comme dans le secteur éducation une lacune du secteur santé à Madagascar est la faiblesse des dépenses publiques allouées aux services de santé de base. Ainsi, en 1995, la part de ces dépenses n'est que de 3,4% avant d'augmenter à 6,7% en 2001 par la mise en œuvre de différentes réformes sectorielles destinées à la santé.

C. L'eau

L'impact de l'accès à l'eau sur les conditions de vie des ménages est considérable. Pourtant, en 1999, presque les quatre cinquièmes des ménages malgaches ne peuvent s'en servir. Ainsi, 23,6% de ménages seulement ont l'accès à l'eau potable dans l'ensemble du pays et ce taux n'est que de 10,4% en milieu rural. On a constaté aussi que ce taux varie selon les quintiles de la pauvreté. En effet, il passe de 7,1% chez les plus pauvres à 46% pour les plus aisés.

Concernant la répartition spatiale, le taux d'approvisionnement en eau est plus élevé pour la province d'Antananarivo (38,8%) par rapport aux autres provinces. Cela s'explique par le fait qu'Antananarivo est la Capitale de Madagascar. La province d'Antsiranana est la plus défavorisée en matière de l'eau avec un taux de 11,9%. Le reste de la population s'approvisionne principalement dans les rivières et les sources non protégée pour ses besoins.

D. L'habitation

En matière de logement, le type le plus courant, que 80,7% de la population occupent, est de type traditionnel. Seulement 5% de la population (les plus riches) se permettent d'habiter dans des appartements ou villas modernes.

L'électricité figure aussi parmi les éléments déterminants du niveau de vie des ménages. En 1999, seuls 13,7% des ménages disposent de l'électricité et ce taux

s'affaiblit selon le milieu de résidence. Ainsi, l'électrification ne concerne que 3,7% des ménages ruraux. Le pétrole lampant est la source d'éclairage la plus utilisée de la quasi-totalité des ménages pauvres.

Enfin, concernant l'accès aux infrastructures d'hygiène et d'assainissement, un ménage sur deux dispose d'une toilette améliorée, dont la province d'Antananarivo est la mieux équipée avec un taux de 86%. La situation se détériore dans le milieu rural et risque l'amplification des maladies telles que la bilharziose ou le choléra.

III. La pauvreté humaine

Pour compléter l'analyse de la pauvreté dans son aspect multidimensionnel, une analyse sur l'Indice de Développement Humain (IDH) et l'Indice de Pauvreté Humaine (IPH) mérite d'être faite.

A. L'IDH

La valeur de cet indicateur préconisé par le PNUD traduit les avancées d'un pays en matière de développement de certaines capacités humaines. Il se concentre sur trois aspects en termes de manques sur la qualité de la vie humaine : la longévité, l'instruction et des conditions de vie décente. Ainsi, le rapport mondial sur le développement humain dressé par le PNUD en 1999 a dévoilé que Madagascar est classé 147^{ième} sur 174 pays en 1997 avec un IDH de 0,453. Cet indice a fluctué entre 0,356 et 0,515 selon les provinces. Cependant, on a observé une amélioration sensible par rapport à l'année 1993 où Madagascar était classé 150^{ième} avec un IDH de 0,349⁶².

B. L'IPH

L'indice de pauvreté humaine (IPH) est complémentaire à l'IDH. Elle permet aussi de situer le progrès de développement de Madagascar par rapport aux autres pays. Ainsi, en 1999, Madagascar est encore classé parmi les pays les plus pauvres du monde. En 1997, l'IPH est de 0,517. Malgré son amélioration en 1999, avec une valeur de 0,467 impliquant une amélioration de la répartition du développement humain au sein de la population, Madagascar fait partie des pays dont la pauvreté humaine est élevée.

⁶² PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, 1996.

Ce chapitre nous donné un aperçu sur le profil de la pauvreté à Madagascar avant la mise en œuvre du DSRP. L'analyse de la pauvreté faite entre 1997 et 2000 va nous aider au suivi de l'évolution des indicateurs au cours de la mise en œuvre du DSRP, ainsi qu'à la découverte de ses impacts sur la pauvreté à Madagascar.

Chapitre 3 : L'évolution des indicateurs pendant la mise en œuvre du DSRP⁶³

Puisque le DSRP final n'a été établi qu'en mois de Mai 2003 suite aux incidents politiques de 2002, le suivi de la mise en œuvre du DSRP n'a commencé qu'au mois de Juillet 2003 jusqu'à la fin de l'année 2006. En effet, nous avons pris l'année 2003 comme période de référence à l'analyse de l'évolution des indicateurs de la pauvreté. Pourtant, dans certaines études, notamment l'analyse comparative, il s'avère nécessaire de prendre en compte certaines données des années antérieures à partir de l'année 1999 (période d'élaboration du DSRP Intérimaire).

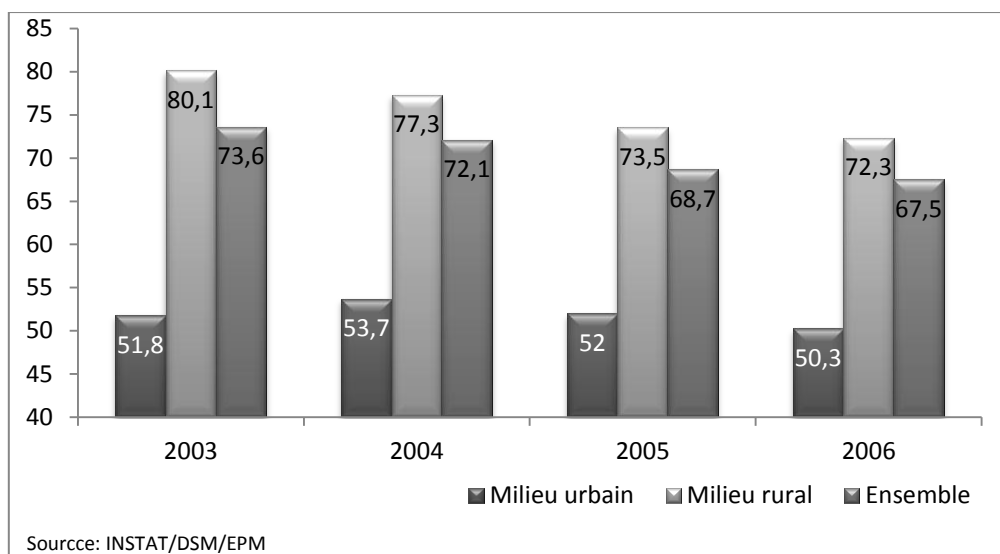
I. Evolution de la pauvreté monétaire

Etant donné un seuil de pauvreté de 338.272 Ar en 2006, le ratio de la pauvreté a été de 67,5% pour l'ensemble du pays. Il a connu une baisse de 6,1 points entre 2003 et 2006. La reprise des activités économiques en 2003, se traduisant par une évolution positive des agrégats macro-économiques pourrait être un facteur explicatif de ce recul. Du point de vue milieu de résidence, les gens ruraux ont beaucoup bénéficié du retour de la reprise de la vie économique puisque la diminution y était de 7,8 points contre seulement 1,5 point en milieu urbain.

Le graphique suivant illustre cette situation :

⁶³ Les données utilisées pour la présente analyse de l'évolution des indicateurs pendant la mise en œuvre du DSRP sont collectées à partir des diverses enquêtes réalisées auprès des ménages par l'INSTAT jusqu'en 2006, ainsi que du rapport sur la mise œuvre du DSRP en 2006.

Graphique 1 : Evolution de l'incidence de la pauvreté



Concernant l'intensité⁶⁴ de la pauvreté, elle a enregistré une baisse de 14,9 points entre 2003 et 2006. La pauvreté est devenue de moins en moins intense en milieu rural avec 18,1 points de diminution entre ces années si la population urbaine n'en profite que d'une faible différence de 4,3 points. Les efforts entrepris dans le domaine de l'agriculture par la facilitation d'accès à la terre, la distribution des titres et la régulation des prix des produits agricoles ont incité les paysans à produire davantage. Il en découle une augmentation de leur production et par la suite du niveau de leur revenu et de leur consommation. Néanmoins en 2006, l'incidence de la pauvreté reste plus étendue en milieu rural avec un taux projeté de 72,3% contre 50,3% en milieu urbain. Il en est de même pour l'intensité de la pauvreté (28,0% contre 18,6%).

⁶⁴ Cette mesure indique la distance qui sépare les ménages de la ligne de pauvreté. Ainsi, elle mesure l'écart moyen entre la consommation des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. Elle permet d'évaluer le total des ressources nécessaires pour amener l'ensemble de la population pauvre au niveau de la ligne de pauvreté.

II. Evolution des indicateurs économiques⁶⁵

A. La croissance économique

La croissance économique est une condition préalable au développement. Elle est un indicateur permettant d'évaluer le niveau du développement d'un pays, et par la suite de sa pauvreté.

Le DSRP, dans son deuxième axe stratégique⁶⁶, a mis en œuvre des stratégies permettant d'aboutir à une croissance économique rapide et durable.

L'année 2002 s'est marquée par une crise ayant des répercussions négatives sur les agrégats macro-économiques en général. Après cette année, l'économie de Madagascar a commencée à reprendre le souffle. Ainsi, en 2003, le pays a enregistré un taux de croissance économique de 9,8% dépassant largement la prévision fixée à 6%. Par ailleurs, ce taux a baissé jusqu'en 2006. Il a connu son plus bas niveau en 2005 avec un taux de 4,6% avant de gagner 0,3 point en 2006 (4,9%). Des facteurs défavorables expliquent cette baisse du taux de croissance entre 2003 et 2006, notamment faiblesse de la pluviométrie, la hausse internationale des prix du carburant et le phénomène de délestage qui s'est produite jusqu'en 2005. Malgré cela, et grâce aux efforts entrepris par le DSRP pendant ses 4ans de mises en œuvre, Madagascar a eu une de croissance économique moyenne annuelle de 5,0% entre 2003 et 2006.

1. Le rôle joué par les investissements privés et publics

Ce taux de croissance a été appuyé par la hausse du niveau d'investissements au cours de la période de 2003 à 2006. En effet, il a été passé de 17,9% du PIB en 2003 à 24,8% en 2006, soit un taux moyen annuel de 22,4%, dont la majeure partie découle du secteur privé (14,5% pour ce dernier contre 10,3% pour le secteur public en 2006) par les accroissements des IDE. De plus, les acteurs économiques nationaux ont beaucoup investi en matière de renouvellement de leurs équipements et matériels de production suite à la détaxation d'importation de ces derniers. Pourtant, le secteur public, de 2003 à

⁶⁵ Cette analyse sera appuyée par les données fournis par le MEFB/DGE pendant la mise en œuvre du DSRP.

⁶⁶ Axe stratégique d'intervention n°2 : Susciter et promouvoir une croissance économique à base sociale très élargie.

2006 se permettait de faire des investissements moyens annuels de 10,2% du PIB, et ceux pour la mise en œuvre des actions considérées comme prioritaires dans le DSRP.

2. Le rôle des secteurs d'activités

En parlant du secteur d'activités, c'est le secteur tertiaire qui a beaucoup porté sa contribution à la performance globale de l'économie au cours de la période de 2003 à 2006. Sa croissance moyenne annuelle a été de 6,4% dont un taux de 7,1% a été réalisé en 2006 grâce aux améliorations des infrastructures liées aux branches d'activités appartenant à ce secteur, citons entre autres les activités de transport, d'assurance, de banque et de télécommunication.

Quant au secteur secondaire, sa contribution à la croissance en 2003 est la plus marquée (14,4%). Depuis cela, sa part s'est amoindrie et il n'a contribué que d'une infime proportion de 3,0% en 2005 à cause du délestage et de la hausse des prix de l'électricité qui ont des impacts négatifs sur ce secteur étant que secteur œuvrant dans le domaine de l'industrie et qui nécessite beaucoup d'énergies électriques pour la transformation des matières premières en produits manufacturiers. Pourtant, l'application des mesures fiscales incitatives et la mise en place du fonds de garantie ont favorisé le regain de force des entreprises industrielles en 2006 (3,7%).

Le secteur primaire est le secteur qui emploie plus de personnes à Madagascar étant donné que presque les trois quarts des malgaches vivent en milieu rural et les activités agricoles sont leurs sources de revenus. Par ailleurs, au cours de la période 2003-2006, ce secteur s'est trouvé moins performant avec un taux de croissance de 2,2% en moyenne annuelle au cours de cette période. La principale cause de cette défaillance a été les conditions climatiques entraînant une fluctuation de la production agricole. A cela a s'ajouté la stagnation des activités de pêche et de l'élevage. Toutefois, le renforcement des programmes de développement rural, la suppression des taxes sur les importations d'intrants et d'équipements agricoles pendant la mise en œuvre du DSRP a permis aux paysans agriculteurs d'accroître leur productivité. En effet, le rendement rizicole par hectare s'est passé de 2,4 tonnes en 2003 à 2,8 tonnes en 2006.

B. L'inflation⁶⁷

Elle est aussi un indicateur qui permet d'apprécier l'efficacité d'une stratégie lutte contre la pauvreté puisqu'elle reflète les conséquences des instabilités des agrégats macro-économiques, entraînant une diminution du pouvoir d'achat des individus et par la suite renforçant la situation de la pauvreté.

En 2003, le taux d'inflation a diminué de 0,8% par rapport à l'année 2002. Par contre, elle a été devenue insupportable en franchissant la barre de 27% en 2004. Plusieurs facteurs ont entraîné cette situation, notamment la hausse successive des prix du carburant, et la dépréciation de l'Ariary par rapport aux monnaies étrangères de références⁶⁸. Suite à ce taux d'inflation intolérable, des mesures ont été prises en 2005, en conformité avec les programmes inscrits dans le DSRP permettant de préserver la stabilité macro-économique à Madagascar. En effet, la mise en place du Marché Interbancaire de Devises (MID) en continu en Juillet 2005 et la mise en œuvre d'une politique monétaire restrictive ont permis de mieux contrôler la situation et le taux d'inflation a été devenu 11,4% en 2005. La situation s'est encore améliorée en 2006 et l'inflation s'est située à 10,8% à la fin de cette période. En parallèle, le taux de change s'est stabilisé après une forte dépréciation de l'Ariary en 2004.

C. Le commerce extérieur

L'évolution du commerce international renvoie à une appréciation globale de la situation de la pauvreté par les flux et les échanges y intervenant, lesquels ont beaucoup influencé les prix qui sont des contraintes pour les agents économiques.

La période de 2003 à 2005 s'est marquée par un déficit continu de la balance commerciale. En 2003, malgré une hausse significative de l'exportation (+63,1%) par rapport en 2002, elle s'est laissée dépasser largement par l'importation (+92,6%). La tendance a été la même pour les années 2004 et 2005 mais les écarts ont été en baisses. L'accroissement des investissements en matériels de production suite à l'exonération des taxes sur les importations était la principale cause de cette augmentation de l'importation jusqu'en 2004. Mais depuis 2005, elle a diminué progressivement par la réintroduction

⁶⁷ Mesurée par la variation de l'indice des prix à la consommation.

⁶⁸ Le DTS, le dollar et l'euro.

des taxes et la dépréciation de la monnaie nationale qui a fait baisser le prix de la vanille et de la crevette et a relancé l'exportation. Par conséquent, en 2006, c'est l'exportation qui a pris l'élan avec une hausse de 14,2% en valeur si l'importation n'a enregistré que 5,0%.

III. Evolution des indicateurs sociaux de la pauvreté

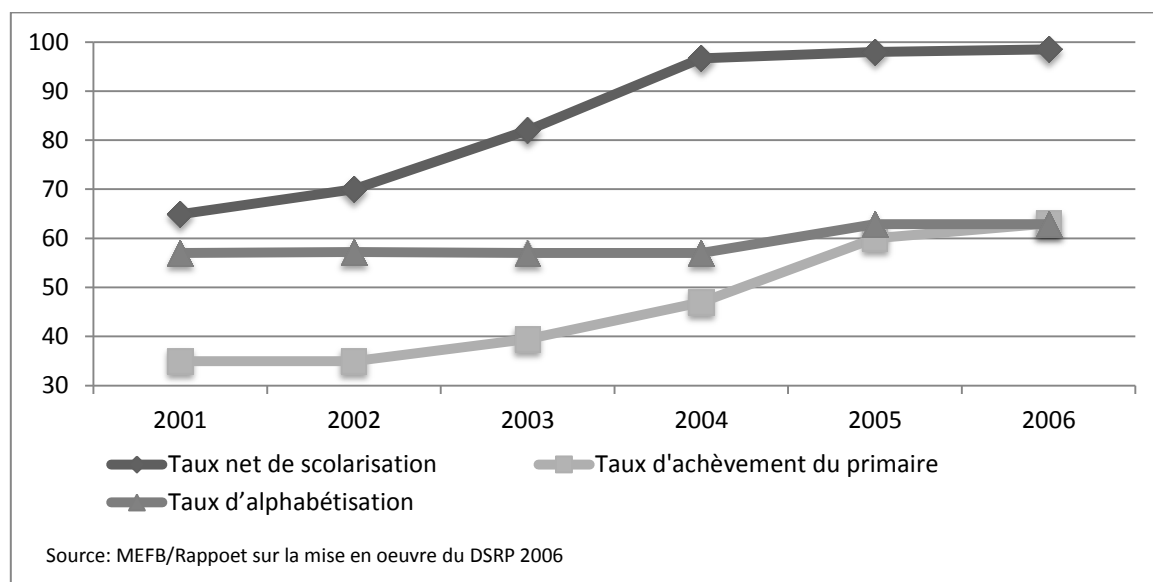
A. L'éducation

Le DSRP a classé l'éducation parmi les secteurs prioritaires dans sa stratégie de réduction de la pauvreté.

Quels que soient les indicateurs utilisés pour la mesure de la pauvreté éducationnelle, on a constaté qu'entre 2003 et 2006, ils ont connu une évolution positive. Ainsi, le taux net de scolarisation⁶⁹ public et privé a atteint 82% en 2003 avant de dépasser les 98% en 2006 s'il n'a été que de 65% en 2001. Il en est de même pour le taux d'achèvement du primaire et du taux d'alphabétisation⁷⁰.

Le graphique ci-après montre ces progressions :

Graphique 2 : Evolution des indicateurs liés à l'éducation



⁶⁹ Effectif scolaire compris entre 6 et 10 ans divisé par le nombre des enfants scolarisables.

⁷⁰ Pourcentage des personnes âgées de 15 ans et plus qui peuvent lire et écrire.

Une explication plausible à cet accroissement annuelle des indicateurs liés à l'éducation est l'amélioration de la qualité et de l'efficacité interne de l'éducation au cours de la mise en œuvre du DSRP par la distribution des kits scolaires aux élèves, la prise en charge par l'Etat des frais de scolarité et la création de nouvelles écoles plus proches des communes étant donné que l'éloignement est un facteur qui décourage les élèves à aller à l'école.

Entre 2003 et 2006, on a aussi perçu une baisse de considérable de 9,2 points du taux de redoublement général (public et privé).

Malgré tous ces progrès en matière d'éducation, on a constaté une diminution du budget alloué à cette dernière depuis 2004. Si ce budget était de 23,41% cette année-là, il ne tournait qu'autour de 17%⁷¹ en 2006. C'est encore moindre par rapport au budget affecté au MENRS en 1999. En effet, l'augmentation du nombre des élèves de l'éducation fondamentale du premier cycle entre 2003 et 2006 s'est traduite par l'insuffisance du nombre d'enseignants et d'infrastructures d'accueil. Par conséquent, en 2006, un établissement scolaire primaire (EPP) est en moyenne pour 142 enfants scolarisables alors qu'en 2001, il l'est pour 128.

B. La santé

En contraste direct avec le secteur éducation, la part du budget affecté au Ministère de la Santé, par rapport au budget total, n'a cessé d'augmenter depuis 1999, passant de 7,6% à 10,4%⁷² en 2006. Cet accroissement a abouti à une diminution remarquable du taux de mortalité des enfants âgés de moins de cinq ans, surtout depuis 2001 où le nombre de mortalités infantiles a été en baisse de 43 pour 1000 entre 2001 et 2006.

Concernant le taux de disponibilité en médicaments au niveau des CSB I et CSB II, les médicaments comme la chloroquine, en tant que les plus recherchés, sont au service des malades dans presque tous les CSB (96,6%) grâce à une politique adoptée par le Ministère de la Santé et du Planning Familial (MINSAN-PF) portant sur la libéralisation de l'importation de médicaments.

⁷¹ Données du MENRS, à partir du programme de la Loi de Finance.

⁷² Chiffre du MINSAN-PF/DEP.

Le taux de vaccination en DTC3⁷³ a révélé une hausse continue depuis 2003 et a gagné 22,5 points entre 2003 et 2006 au cours de laquelle 95,8% des nourrissons ont été vaccinés. La mise en œuvre du Programme Elargi de Vaccination (PEV) a beaucoup contribué à l'atteinte de ce taux.

Concernant les problèmes de santé liés à la sexualité, le résultat concernant l'évolution de la maladie du SIDA est satisfaisant entre 2003 et 2006. Le taux de prévalence du SIDA parmi les femmes enceintes a été réduit presque à la moitié entre ces deux périodes, passant de 0,95% à 0,5%.

En général, l'essor pour le secteur santé a été dû par la mise à disposition des moyens humains et matériels, comme étant indispensables à la bonne marche des services, dans des districts sanitaires.

C. L'eau

L'eau, étant qu'élément indispensable à la vie, est une des préoccupations majeures du DSRP. Augmenter le taux d'accès à l'eau potable s'enchaîne dans son objectif de développement. Ainsi, depuis 1999, le pourcentage de la population ayant un accès durable à une source d'eau potable n'a cessé d'augmenter. Il est de 23,6% en cette année-là et a atteint 29,4% en 2003 avant de gagner plus de 10 points d'avance (39,6%) en 2006 par rapport à 2003.

Les actions en matière d'infrastructures et systèmes d'approvisionnement en eau potable accomplies jusqu'en 2006, telles que les constructions des forages et puits équipés de pompe à main, des bornes fontaines à gestion payante, ainsi que les améliorations de centres gérés par la JIRAMA, sont les principales causes du succès dans ce secteur.

D. Les infrastructures routières et le transport

L'enclavement est un facteur qui accroît considérablement la pauvreté, aussi bien son incidence que son intensité. En milieu rural, l'éloignement par rapport aux axes routiers a des répercussions négatives dans des secteurs de l'économie notamment l'agriculture. En effet, les zones les plus proches ont par exemple des rendements en riz

⁷³ Pour les nourrissons moins de 1 an.

plus élevés que celles des zones les plus éloignées car la disponibilité d'une route en milieu rural favorise l'augmentation de la productivité et donc l'amélioration du niveau de vie des ménages ruraux qui y ont accès.

En matière de transport, l'objectif global fixé dans le DSRP consiste à améliorer l'accès de la population aux services et infrastructures structurantes en tant que vecteur de développement.

Depuis sa mise en œuvre en 2003 jusqu'en 2006, le taux d'enclavement a diminué de moitié, passant de 59% à 31%. Cette performance est le résultat de l'effort consenti par le Gouvernement en matière de construction de route à travers la mise en œuvre du DSRP. De ce fait, en 2003, si moins de 1850 km de routes seulement ont été entretenues ou réhabilitées, elles dépassent les 8600 km en 2004 et plus de 9500 km en 2006.

Cette amélioration de la qualité des infrastructures routières ont fait baisser le prix des transports jusqu'en l'occurrence de -25% en 2006 malgré les hausses consécutives des prix du carburant.

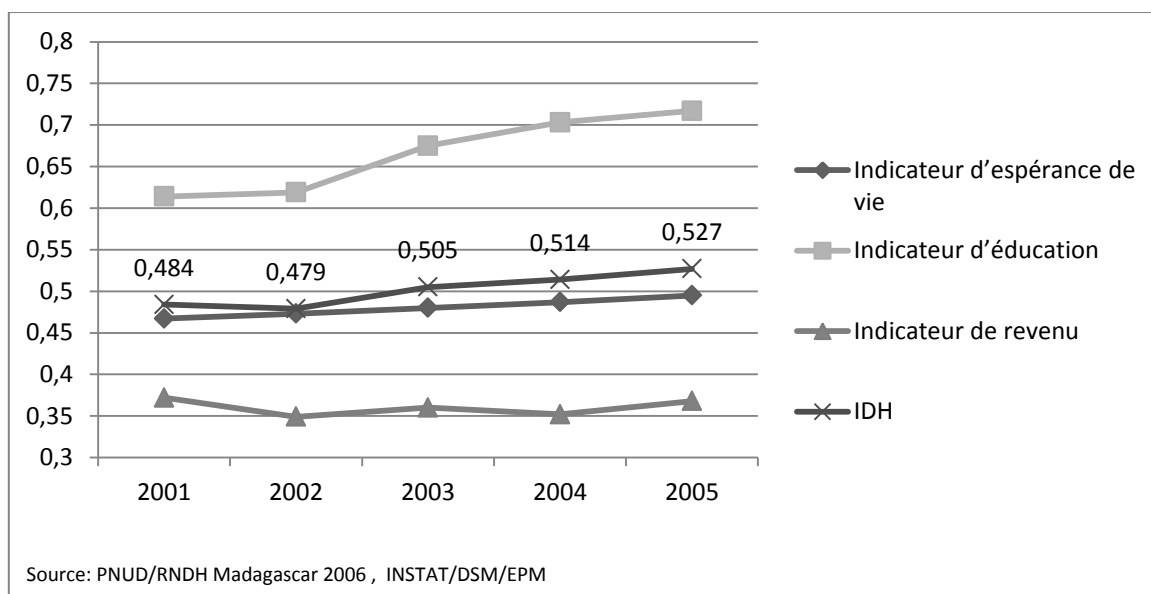
E. L'IDH

Pour compléter l'étude sur l'évolution des indicateurs de la pauvreté, il est nécessaire de voir comment l'indicateur de développement humain réagit au cours de la mise en œuvre du DSRP. C'est à travers les indices calculés à partir de certains indicateurs analysés précédemment que l'on peut assister à cette évolution.

Rappelons que la valeur de l'IDH traduit les avancées dans la plupart des capacités humaines de base et est calculée par le biais de l'espérance de vie à la naissance, le taux d'alphabétisation des adultes, le taux de scolarisation (tous niveaux confondus) et le produit intérieur brut par habitant.

Ainsi, le graphique suivant nous aide à mieux cerner l'évolution de cet indicateur :

Graphique 3 : Evolution de l'IDH et ses composantes



En observant ce graphique, on a constaté une augmentation continue de l'IDH sauf entre les années 2001 et 2002 dans lesquelles il est passé de 0,484 à 0,479. Le facteur explicatif de cette diminution est la récession économique due à la crise de 2002 entraînant une diminution du revenu par habitant qui est un composant essentiel au calcul de l'IDH. En revanche, à partir de 2003, Madagascar entre dans le groupe des pays à développement humain moyen (IDH compris entre 0,5 et 0,8) avec un IDH de 0,505 en 2003, 0,514 en 2004, et 0,527 en 2005. Cette amélioration de qualité de vie connue depuis 2003 est causée principalement par la montée en vigueur des indicateurs liés à l'éducation à partir de 2002. De plus, les reforms apportées par le DSRP dans le domaine de la santé, en tant que secteur prioritaire a beaucoup amélioré l'état de santé de la population. Par conséquent, il y a eu une augmentation de l'espérance de vie à la naissance qui est aussi liée directement au calcul de l'IDH et a participé à l'augmentation de celui-ci pendant la période de la mise en œuvre du DSRP.

CONCLUSION

Notre étude sur l'efficacité du DSRP nous a permis de nous situer au cœur de la pauvreté à Madagascar.

Les études théoriques des liens qui existent entre la croissance économique et la lutte contre la pauvreté nous a permis de découvrir les facteurs déterminants de la croissance selon les courants de pensées économiques et les théoriciens de la croissance endogène. En outre, nous avons vu le rôle joué par le commerce international et la mondialisation dans le processus de croissance. C'est à travers l'analyse de ces facteurs théoriques internes et externes qu'une telle stratégie de lutte contre la pauvreté devra former.

Il découle de notre étude que la pauvreté est fortement corrélée à des caractéristiques du ménage telles que l'éducation et la possession de moyens de production physiques et est également tributaire de la santé des intéressés. Outre les facteurs caractérisant le ménage, la croissance économique et l'offre locale de débouchés (marchés, infrastructures et institutions d'appui), sans oublier la bonne gouvernance, sont aussi importantes.

Cette étude nous a montré que Madagascar a besoin de programme de lutte contre la pauvreté pour alléger la pauvreté et en vue d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement.

La mise en œuvre du DSRP à Madagascar est marquée par une baisse significative de l'incidence de la pauvreté de 6,1 points entre 2003 et 2006. Les habitants du milieu rural ont plus bénéficié de cette réduction avec 7,8 points de recul. De même pour l'intensité de la pauvreté, elle a baissé de 14,9 points entre ces périodes dont 18,1 points en milieu rural.

Concernant la croissance économique, elle a été soutenue et a accru à un rythme annuel moyen de 5,0% grâce à la hausse continue du niveau des investissements privés et la part contributive du secteur tertiaire. Malgré les facteurs déstabilisateurs internes qu'externes de l'économie pendant les 4 ans de la mise en œuvre du DSRP, l'indice de prix à la consommation s'est situé à 10,8% en 2006 et le taux de change s'est stabilisé. En

cette même année, le commerce à Madagascar a connu une balance commerciale excédentaire.

A part les indicateurs économiques, les indicateurs sociaux, notamment ceux attachés directement aux secteurs prioritaires du DSRP ont eu une évolution positive. Ainsi, le taux net de scolarisation a été de 98% en 2006. Le secteur santé a également connu un essor pendant la mise en œuvre du DSRP dont les améliorations du taux de mortalité infantile et du taux de prévalence du SIDA sont les plus remarquables. S'agissant de l'eau, le taux d'accès à l'eau potable a été passé de 39,6% en 2006, soit 10 points de plus par rapport à la situation de 2003. Enfin, concernant les infrastructures routières et le transport, les efforts sur l'amélioration et la construction de routes ont permis de diminuer le frais de transport et de rapprocher les zones enclavées des villes.

C'est à cause des évolutions positives des indicateurs précitées que Madagascar a été classée depuis 2003 parmi les pays à développement humain moyen avec un IDH en constante hausse jusqu'en 2005.

Pourtant, des faiblesses ont été soulevées lors de la mise en œuvre du DSRP. Même avec un taux de croissance économique supérieur au taux de croissance démographique, ce résultat a demeuré insuffisant pour atteindre l'objectif de développement rapide et durable. Les objectifs globaux de réduction de la pauvreté fixés par le DSRP ne sont pas atteints dans sa totalité pendant le cycle du DSRP. De nombreux facteurs expliquent ces impuissances, entre autres le faible niveau de productivité agricole, étant donné que le secteur agricole emploie plus grand nombre de personnes à Madagascar. Le manque de qualification de la main d'œuvre dû au bas niveau d'éducation est aussi un obstacle à l'augmentation de la production agricole. A cela s'ajoute la taille du ménage malgache qui reste encore élevée et affecte son niveau de consommation par tête et augmente sa vulnérabilité. Il est à signaler enfin le manque de ressources affectées au financement de certains secteurs.

Le processus du DSRP a été terminé en Décembre 2006 et c'est le MAP qui a pris le relais. Pourtant, une période de 4 ans est trop courte pour faire une étude économétrique permettant d'apprécier l'évolution réelle des 31 indicateurs de suivi du DSRP. Néanmoins, le bilan de réalisations positives dans tous les domaines (économique,

social, institutionnel) a permis au DSRP de marquer ses contributions sur développement de Madagascar.

TABLES DES MATIERES

INTRODUCTION	6
---------------------------	----------

PARTIE 1 : ETUDE THEORIQUE SUR LES LIENS ENTRE LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETE	9
--	----------

Chapitre 1 : La croissance économique à travers les différents courants de pensées.....	9
--	----------

I. Le courant libéral	9
A. Les classiques	9
1. La propriété privée des moyens de production garantit la liberté des individus	10
2. La libre entreprise et la libre concurrence suscitent la croissance économique.....	11
B. Les néoclassiques	12
1. La corrélation entre le calcul à la marge et la croissance économique	12
2. L'équilibre du marché dans la pensée néoclassique	13
II. Le courant keynésien.....	14
A. Le rôle de l'investissement dans la croissance économique selon Keynes.....	14
B. Le rôle joué par le taux d'intérêt et la monnaie selon la logique keynésienne	15

Chapitre 2 : Les facteurs endogènes à la croissance économique	17
---	-----------

I. L'accumulation de capital due à la connaissance.....	17
II. La recherche et développement.....	18
III. L'accumulation de capital humain.....	19
IV. L'investissement public dans les infrastructures.....	19

Chapitre 3 : Les autres facteurs explicatifs de la croissance économique	22
---	-----------

I. Le commerce international	22
A. La théorie des avantages absolus et la division internationale de travail chez SMITH	22
B. La théorie des avantages comparatifs et la spécialisation chez RICARDO.....	24
II. La mondialisation.....	26
A. L'expansion du marché	26
B. Le libre-échange	27
1. Les avantages	27
2. Les inconvénients.....	28
C. La privatisation	29

PARTIE 2 : ETUDE SUR L'EFFICACITE DU DSRP A MADAGASCAR..... 32

Chapitre 1 : Généralité sur le DSRP 32

I.	Les programmes et documents antérieurs	32
A.	Le Programme d'Ajustement Structurel (PAS).....	32
B.	Le Document Cadre de Politique Economique (DCPE).....	34
II.	La nécessité de la mise en œuvre du DSRP	34
A.	Contexte économique.....	35
B.	Contexte social	36
III.	L'élaboration du DSRP	37
A.	Origine du DSRP	37
B.	Du DSRP Intérimaire au DSRP Final.....	37
IV.	Les bases du DSRP	38
A.	Objectifs économiques.....	38
B.	Objectifs sociaux	39
V.	Les axes stratégiques.....	40

Chapitre 2 : Analyse de la pauvreté avant la mise en œuvre de la DSRP 42

I.	Analyse de la pauvreté monétaire.....	42
II.	Analyse des conditions d'existence	45
A.	L'éducation.....	45
B.	La santé	46
C.	L'eau	47
D.	L'habitation	47
III.	La pauvreté humaine.....	48
A.	L'IDH	48
B.	L'IPH.....	48

Chapitre 3 : L'évolution des indicateurs pendant la mise en œuvre du DSRP 50

I.	Evolution de la pauvreté monétaire	50
II.	Evolution des indicateurs économiques.....	52
A.	La croissance économique	52
1.	Le rôle joué par les investissements privés et publics.....	52
2.	Le rôle des secteurs d'activités	53
B.	L'inflation.....	54

C.	Le commerce extérieur	54
III.	Evolution des indicateurs sociaux de la pauvreté	55
A.	L'éducation	55
B.	La santé	56
C.	L'eau	57
D.	Les infrastructures routières et le transport.....	57
E.	L'IDH	58
CONCLUSION		60

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ouvrages

FOSTER J., GREER J., THORBECKE E., 1984, « *Note and comments a class of decomposable poverty measures*, *Econometrica* », vol.52, N°3.

GUILLAUME P., 1985, « *Individus, familles, nations. Essai d'histoire démographique* », XIXe-XXe siècles, Sociétés d'Édition d'enseignement supérieur, Paris.

KEYNES J. M., 1936, « *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* », Traduit de l'Anglais par Jean de Largentaye (1942), Ed. Payot, Paris.

RICARDO D., 1817, « *Principes de l'économie politique et de l'impôt* », Traduit de l'Anglais par Francisco Solano Constancio et Alcide Fonteyraud (1847), Ed. Osnabrück, Paris.

SMITH A., 1776, « *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* », Les grands thèmes, Traduction française en 1949, Québec.

YERGIN D., STANISLAW J., 2000, « *La grande bataille, les marchés à l'assaut du pouvoir* », Ed. Odile Jacob, Paris.

Articles

GUERRIEN B. et PIGNOL C., 1998, Sciences Humaines, Hors-série n° 22, Septembre.

Banque Mondiale, 2010, Rapport Mondial sur le Développement: Développement et Changement Climatique.

INSTAT, 1997, Enquête Prioritaire auprès des ménages.

INSTAT, 1999, Enquête Prioritaire auprès des ménages.

INSTAT, 2001, Enquête Prioritaire auprès des ménages.

INSTAT, 2010, Enquête Démographique et de Santé Madagascar 2008-2009, EDSMD-IV.

INSTAT, 2011, Enquête Périodique auprès des Ménages 2010, Rapport Principal, Août, 372 p.

MEFB, 2000, Document intérimaire de stratégie de réduction de la pauvreté, Novembre, 99 p.

MEFB, 2001, Document de stratégie de réduction de la pauvreté, Octobre, 72 p.

MEFB, 2003, Document de stratégie de réduction de la pauvreté, Mai, 141 p.

MEFB, 2004, Premier rapport annuel sur la mise en œuvre du DSRP, 2 Tomes, Juillet, 318 p.

MEFB, 2005, Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP), Madagascar, Mise à jour Juin 2005, 82 p.

MEFB, 2007, Rapport annuel de mise en œuvre du DSRP 2006, Juin, 90 p.

PNUD, 1997, Rapport mondial sur le développement humain.

PNUD, 1999, Rapport mondial sur le développement humain.

PNUD, 2006, Rapport national sur le développement humain de Madagascar.

Présidence de la République, 2006, Madagascar Action Plan, Novembre, 114 p.

Nom : ANDRIANASOLO

Prénoms : Hoby Miarantsoa

Titre : Etude sur l'efficacité du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) à Madagascar.

Nombre de pages : 55

Nombre de tableaux : 3

Nombre de graphiques : 3

Résumé :

Le DSRP est une stratégie de lutte contre la pauvreté instaurée par la Banque Mondiale et le FMI à Madagascar au cours de l'année 2000. Pourtant, il n'est effectif qu'au début de l'année 2003. Cette stratégie analyse la pauvreté sous ses aspects multidimensionnels et apporte à travers ses trois axes stratégiques des réformes institutionnelle, économique et sociale.

La mise en œuvre du DSRP à Madagascar depuis 2003 a permis au pays d'atteindre un certain niveau de croissance économique par l'accroissement des investissements privés et publics, l'amélioration des performances des secteurs d'activités et la contribution directe du commerce international au PIB.

En outre, les indicateurs sociaux liés notamment à l'éducation et à la santé ont beaucoup progressé et ont permis à Madagascar d'entrer dans le groupe de pays à développement humain moyen.

Grace à ces évolutions positives des indicateurs, la pauvreté à Madagascar avait reculé de 6,1 points pendant la mise en œuvre du DSRP.

Néanmoins, la totalité des réformes prévues par le DSRP n'a pas été achevée à cause des facteurs défavorables internes qu'externes au pays et c'est le MAP qui a pris le relais pour combler à ces lacunes.

Mots clés : pauvreté, lutte, objectifs, stratégie, zones rurales, indicateurs, incidence, réformes, investissements, consommation, secteurs d'activités, croissance, développement, éducation, santé, IDH, évolution, résultats, efficacité.

Encadreur : Monsieur RAMIARISON Herinjatovo Aimé.

Adresse : Lot AZ 18 All Anosizato Ouest, ANTANANARIVO 102.